

RAPPORT ANNUEL DE L'UNICEF 2011



unissons-nous
pour les enfants

unicef 

Photo de couverture :

© UNICEF/NYHQ2011-1245/Riccardo Gangale

Cette femme et ces deux enfants, dont les silhouettes se découpent sur le soleil levant, attendent de s'inscrire pour recevoir de l'aide dans la zone d'accueil des nouveaux arrivants du camp de réfugiés somaliens d'Ifo, à Dadaab, dans la province du Nord-Est au Kenya, près de la frontière avec la Somalie.

Pour toute correction ou rectification postérieure à la publication de ce document, veuillez consulter notre site Internet <www.unicef.org/publications>.

Note concernant les sources : les données citées dans le présent rapport sont extraites des statistiques les plus récentes compilées par l'UNICEF et d'autres institutions des Nations Unies, des rapports annuels préparés par les bureaux de pays de l'UNICEF et du rapport annuel soumis au Conseil d'administration en juin 2012 par le Directeur général.

Note concernant les ressources : toutes les sommes sont exprimées en dollars des États-Unis sauf indication contraire.

Table des matières

Avant-propos	2
Chapitre 1 : Obtenir des résultats pour les enfants	4
Chapitre 2 : Développer le plein potentiel de chaque enfant	10
Chapitre 3 : Maintenir le cap pendant la crise	18
Chapitre 4 : Défendre les droits des enfants	22
Chapitre 5 : Agir de manière efficace en faveur de l'équité	26

Avant-propos

Les événements survenus en 2011 ont mis en relief à quel point il est important de redoubler d'efforts pour atteindre les enfants les plus défavorisés et les plus vulnérables, ainsi que le rôle crucial que l'innovation peut et doit jouer dans tout ce que nous faisons pour aider les enfants du monde entier à réaliser leur plein potentiel.

Comme le montre le *Rapport annuel de l'UNICEF 2011*, les catastrophes climatiques, les urgences humanitaires, les conflits violents et les troubles économiques ont tous fait des victimes chez les enfants, en particulier chez les plus pauvres. Du tremblement de terre suivi du tsunami au Japon aux graves inondations au Pakistan, en passant par la sécheresse et la famine dans la Corne de l'Afrique, l'UNICEF est intervenu avec ses partenaires pour soulager ceux qui souffrent le plus, aider les communautés à se reconstruire et renforcer leur résilience aux chocs futurs.

En 2011, l'UNICEF a considérablement renforcé la mise en œuvre de son programme en faveur de l'équité.

Plus généralement, en 2011, l'UNICEF a considérablement renforcé la mise en œuvre de son programme en faveur de l'équité, en se basant sur le principe selon lequel la priorité doit être accordée aux droits des enfants les plus marginalisés et ayant le plus besoin de notre assistance. Nous le faisons non seulement parce que c'est ce qu'il faut faire, mais aussi parce que les études et l'expérience montrent qu'il s'agit de l'alternative la plus pratique, la plus économique et la plus efficace pour les enfants.

Ce rapport met en avant la manière dont nous traduisons le principe d'équité dans la pratique. Notre réseau mondial de bureaux de terrain travaille de manière innovante pour atteindre les communautés les plus pauvres et les plus reculées et leur offrir une assistance et des fournitures vitales. Au niveau des pays, l'UNICEF appuie les efforts des gouvernements pour étendre la vaccination de routine, améliorer la qualité de l'éducation et accroître la scolarisation, mais aussi élargir l'accès aux services de santé vitaux, notamment aux mesures de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant. L'UNICEF plaide à tous les niveaux en faveur de politiques et de pratiques qui sauvent et améliorent la vie des enfants.

Dans l'ensemble de notre organisation, nous nous efforçons d'utiliser les ressources précieuses à notre disposition de manière plus efficace et plus responsable à l'égard de ceux qui nous les confient. Cela est d'autant plus important aujourd'hui, alors que nous traversons une période de difficultés budgétaires persistantes. En 2011, nous sommes fiers d'avoir procédé à une révision majeure du budget de l'UNICEF et ainsi réalisé d'importantes économies, en réduisant les coûts de gestion du siège sans toucher aux programmes. Notre personnel sur le terrain joue en effet un rôle essentiel pour obtenir de meilleurs résultats pour les enfants, et nous sommes engagés à lui fournir les ressources dont il a besoin.

Nous avons également pris d'autres mesures en 2011 pour renforcer notre efficacité. Nous avons commencé à déployer à l'échelle de l'organisation nos nouveaux systèmes de suivi des résultats pour l'équité, afin de surveiller et de gérer les dépenses par rapport aux résultats des programmes. Car mieux nous suivons les résultats, mieux nous pouvons mettre en œuvre une gestion axée sur les résultats. Au bout du compte, les résultats sont tout ce qui importe si nous voulons faire respecter les droits des enfants.



Nous avons pris ces mesures afin que l'UNICEF puisse servir au mieux les enfants les plus vulnérables, partout où nous intervenons. Nous allons continuer de cibler les inégalités et redoubler d'efforts pour devenir une organisation encore plus innovante, souple et responsable, en cherchant toujours à donner aux enfants, aux familles et aux communautés les outils dont ils ont besoin pour construire leur avenir. L'avenir qu'ils méritent.

Anthony Lake
Directeur général de l'UNICEF

Bruna, 17 ans, discute avec le Directeur général Anthony Lake de la sensibilisation et de la prévention du VIH/SIDA. Elle participe à l'initiative Plateforme pour les centres urbains, qui encourage les adolescents et les jeunes à chercher et proposer des solutions aux problèmes communautaires, au Brésil.

Obtenir des résultats pour les enfants

En 2011, les populations du monde entier ont réclamé la justice et la dignité, la possibilité de choisir et la fin des iniquités. L'idée selon laquelle le coût humain des inégalités de développement est trop élevé a trouvé des échos dans la rue, étayée par des preuves de plus en plus nombreuses que les sociétés s'en sortent mieux lorsque les bénéfices de la croissance économique sont partagés par le plus grand nombre.

L'espoir de changement a grandi dans le contexte des enjeux sociaux et politiques auxquels le monde arabe a été confronté, parallèlement à la naissance du plus jeune pays au monde, le Soudan du Sud. Mais dans de nombreux endroits, l'espoir se mêlait d'accablement, en raison de la sécheresse et de la famine qui ont ravagé la Corne de l'Afrique, et de la menace d'une crise similaire dans la région du Sahel. Et il y a eu également la dure réalité de l'austérité face à la crise économique mondiale. Avec la baisse des budgets publics, davantage de pays en développement ont eu du mal à maintenir leurs niveaux de dépenses, notamment en matière de services sociaux, tellement nécessaires pour les enfants et les ménages pauvres.

En dépit de ces grandes difficultés et de ces ressources limitées, la communauté internationale sait maintenant, au vu de l'expérience des décennies récentes, que le développement constitue une stratégie gagnante. Des progrès sans précédent ont été réalisés pour réduire la pauvreté et augmenter la scolarisation des enfants, pour diminuer la mortalité et fournir de l'eau potable. La tâche ardue qui nous attend consiste à élargir ces bénéfices, qui n'atteignent pas encore tout le monde. De grandes disparités demeurent, voire s'aggravent, et mettent les communautés les plus pauvres de beaucoup de pays en position de faiblesse.

Un développement plus équitable et plus durable pour toutes les populations est faisable – et raisonnable. Une telle approche consiste d'abord à allouer les rares ressources là où elles peuvent avoir le plus grand impact : aux enfants victimes de privations en raison de la pauvreté, de leur sexe, de leur situation géographique et d'un certain nombre d'obstacles discriminatoires. Par le biais de ses programmes et de ses recherches, l'UNICEF a montré qu'atteindre les plus vulnérables constitue l'un des meilleurs investissements en matière de développement.

En 2012, le monde fêtera le vingtième anniversaire de la grande Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 et redoublera d'efforts pour définir un nouveau programme international de développement après l'échéance 2015 des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'UNICEF va poursuivre inlassablement ses actions de plaidoyer afin d'obtenir des résultats pour les enfants les plus défavorisés : un élément clé pour avancer plus vite sur la voie d'un développement humain durable.

Le développement pour tous

Tout au long de l'année 2011, dans ses programmes couvrant plus de 150 pays et territoires, l'UNICEF a tiré parti du corpus grandissant de données démontrant les avantages concrets du développement équitable. Les politiques et mesures sociales, par exemple, non seulement aident les plus pauvres, mais permettent également aux pays dans leur ensemble

L'UNICEF a montré qu'atteindre les plus vulnérables constitue l'un des meilleurs investissements en matière de développement.



d'être davantage en mesure de gérer les crises économiques. Nombre de mesures consistent typiquement à remettre aux personnes de petites sommes d'argent pour leur permettre de s'abriter, se nourrir, se soigner et avoir accès à l'éducation, et pour éviter le recours à des stratégies de survie néfastes, comme par exemple faire travailler les enfants au lieu de les envoyer à l'école.

Examen d'un enfant dans le cadre d'une initiative visant à élargir l'accès aux soins de qualité qui réduisent les taux de mortalité infantile, Ouzbékistan.

En 2011, l'UNICEF a contribué au développement de la protection sociale dans 93 pays. Au Libéria, pays en proie à l'augmentation des prix alimentaires et dont le taux de pauvreté se monte à 84 %, l'UNICEF a d'abord encouragé un dispositif pilote de transfert d'argent, en 2010, destiné aux ménages les plus vulnérables (à savoir les familles dans lesquelles aucun adulte ne travaille, ou ne comptant pas d'adulte du tout). Depuis, ce programme a doublé de taille et concerne presque 2 000 foyers d'un comté. Les enfants représentent 60 % des bénéficiaires. Le Libéria s'étant donné comme priorité d'atteindre le niveau de développement des pays à revenu intermédiaire d'ici à 2030, le gouvernement a fait de la protection sociale un pilier de la planification stratégique du développement. L'UNICEF soutient également ces efforts en offrant son appui à une nouvelle politique de protection sociale nationale et à un Secrétariat national de la protection sociale.

En 2011, l'UNICEF a plaidé dans 102 pays pour que les plans de développement et les budgets nationaux soient davantage axés sur les enfants, souvent avec des dispositions spéciales pour les défavorisés. De nouvelles ressources et de nouveaux engagements sont apparus dans le cadre de programmes coordonnant les efforts des gouvernements, des donateurs internationaux et d'autres partenaires pour le développement dans un secteur donné du travail en matière de développement. Au Bangladesh, un programme sectoriel mettant l'accent sur l'équité aide davantage d'enfants déscolarisés et marginalisés à bénéficier d'une instruction. Le Vanuatu élargit l'accès aux soins de santé aux districts marginalisés et augmente le nombre d'interventions à fort impact pour les enfants âgés de moins de 5 ans.

Pour l'UNICEF comme pour l'ensemble du système des Nations Unies, accélérer les progrès en faveur des OMD d'ici à 2015 demeure l'une des principales priorités. Alors que même certains pays parmi les moins avancés sont en mesure de réaliser quelques cibles des

Mozambique : un partenariat pour la protection sociale

L'économie du Mozambique a fait preuve de résilience malgré la récession mondiale, mais sa croissance est partie d'un stade de développement extrêmement bas. Les bénéficiaires de cette croissance mettent du temps à atteindre la plupart des Mozambicains.

La proportion de ceux qui vivent dans la pauvreté n'a pratiquement pas évolué et reste rivée autour de 60 %. Même si davantage d'enfants vont à présent à l'école et reçoivent des soins, le Mozambique enregistre toujours les plus forts taux de retard de croissance chez les enfants, un des symptômes de la sous-nutrition.

En 2011, l'UNICEF et un groupe de partenaires internationaux ont aidé le gouvernement à mettre en place une politique de protection sociale radicalement nouvelle qui fixe un niveau minimum de bien-être humain. Elle fournit aux familles en difficulté un revenu d'appoint et un accès aux services sociaux essentiels (tels que les soins et l'éducation) qui réduisent les inégalités et offrent la possibilité de bénéficier des avancées économiques du pays.

Le gouvernement a accepté d'augmenter de 40 % le budget national de la protection sociale, à compter de 2011. Cela va considérablement accroître la portée des mesures de protection sociale qui n'ont bénéficié qu'à un petit nombre de ménages.

Pour la première fois, les 24 000 foyers qui, selon les estimations, seraient dirigés par des enfants dans le pays vont pouvoir profiter d'un programme offrant de la nourriture, des articles ménagers et des fournitures scolaires. Au total, 450 000 autres personnes vulnérables (dont environ 290 000 enfants) bénéficient d'un programme national de subventions alimentaires. En outre, les allocations sont désormais distribuées par le biais d'un système qui évalue quelles sont les régions du pays qui comptent le plus grand nombre d'enfants démunis. Entre autres mesures, un système de prise en charge communautaire des cas a créé de nouveaux liens entre la protection sociale et la protection de l'enfance pour les enfants orphelins et vulnérables.

Depuis 2010, le Mozambique participe à l'Initiative pour un socle de protection sociale, un effort engagé à l'échelle du système des Nations Unies. Lorsque cette initiative a été introduite, l'UNICEF a appelé les partenaires (notamment le Ministère des finances du

Mozambique et sa Commission parlementaire du budget et de la planification, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation internationale du Travail, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale) à élargir la portée de la protection sociale.

Ensemble, ils ont évalué comment le gouvernement pourrait au mieux allouer le budget national pour financer de nouvelles mesures. Les analyses ont montré comment ces mesures pourraient réduire les tensions sociales et stimuler une croissance économique plus inclusive. Un outil de calcul a montré pourquoi elles seraient l'option la plus efficace pour réduire la pauvreté.

Les premiers résultats de cette collaboration sont importants et s'annoncent durables. Le Ministère de la femme et de l'action sociale, qui auparavant travaillait seul à la promotion de la protection sociale, consulte désormais régulièrement le Ministère des finances. Le Programme conjoint des Nations Unies pour la protection sociale au Mozambique a reçu de nouvelles ressources importantes de la part du Gouvernement suédois. L'UNICEF, le FMI et la Banque mondiale continuent de collaborer pour aider le gouvernement à garantir un accès à une protection sociale à tous les Mozambicains les plus pauvres, en particulier les enfants.

OMD, de nombreux autres, en particulier en Afrique subsaharienne, vont probablement les manquer s'ils n'agissent pas de façon urgente. En 2011, les Nations Unies ont fait un pas en avant avec le Cadre d'accélération de la réalisation des OMD qui, en fin d'année, avait atteint différents stades d'application dans 44 pays. Ce cadre aide les pays à identifier les goulets d'étranglement entravant les progrès et à hiérarchiser les priorités en fonction des objectifs lorsque les progrès sont lents, par exemple dans les communautés ou régions confrontées à des disparités.

Pérenniser les progrès

L'UNICEF est un acteur actif de partenariats qui mobilisent d'importants groupes d'intérêts pour les enfants. Dans chaque pays, par exemple, presque tous les bureaux de l'UNICEF sont en relation avec la Banque mondiale en matière de plaidoyer, de travail analytique conjoint et de collaboration technique. En 2011, l'UNICEF et la Banque mondiale ont uni leurs forces pour élaborer des principes directeurs mondiaux en matière de pauvreté et une analyse d'impact social incluant une priorité sur les enfants pour piloter les réformes politiques. La collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI) dans 11 pays pilotes a permis de maintenir les dépenses publiques prioritaires pour les groupes vulnérables, ce qui a généré des résultats encourageants, en particulier en Afrique subsaharienne.

Accélérer les progrès vers les OMD d'ici à 2015 demeure l'une des principales priorités.

Plus tard dans l'année, une importante réunion internationale a eu lieu en Uruguay au sujet de la réforme des opérations des Nations Unies dans les pays. Ce fut l'occasion de passer en revue huit nations pilotes où les institutions de développement de l'ONU ont cherché à être « unies dans l'action ». Les participants ont convenu que le processus de coordination avait permis une meilleure adéquation des efforts des Nations Unies avec les priorités de développement nationales et une meilleure compréhension de la façon dont les différentes organisations peuvent travailler ensemble de manière plus cohérente. Au Rwanda (un des huit pays), l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) ont conjointement introduit un programme de réduction de la mortalité maternelle et néonatale. Un réseau d'agents de santé communautaires utilise à présent les téléphones portables et les SMS pour effectuer le suivi des soins prénatals,

Montant total des dépenses par ressource et type de dépense en 2011

(en millions de dollars des États-Unis)

Type de dépenses	2011				2010
	Ressources ordinaires	Autres ressources		Total	Total
		ordinaires	opérations d'urgence		
Aide aux programmes	790	1 683	999	3 472	3 355
Appui aux programmes	215	—	—	215	174
Total coopération programmes	1 005	1 683	999	3 687	3 529
Gestion et administration	107	—	—	107	102
Dépenses totales (hors pertes et ajustements sur périodes antérieures)	1 112	1 683	999	3 794	3 631
Pertes et provision pour créances irrécouvrables*	-2	2	6	6	3
Frais/remboursement liés au budget d'appui**	19	—	—	19	19
Dépenses totales	1 129	1 685	1 005	3 819	3 653

* Les pertes sont principalement liées aux créances irrécouvrables liées à des contributions anciennes ayant expiré.

** Transferts du budget d'appui correspondant aux impôts sur le revenu réglés par l'UNICEF pour les ressortissants d'un gouvernement qui contribue aux ressources ordinaires de l'UNICEF.

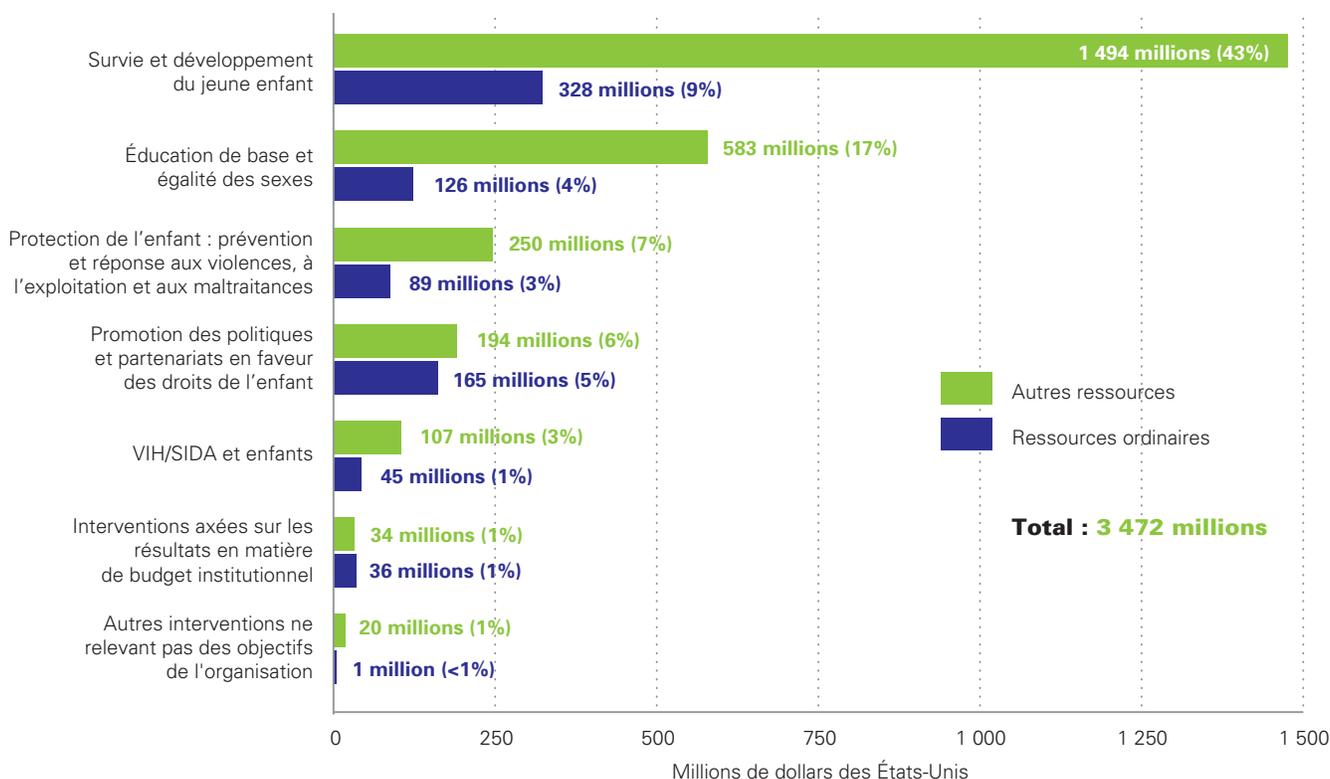
communiquer avec les centres de soins et orienter les femmes risquant des complications vers les services médicaux. Ce système s'étant révélé efficace pour réduire les décès, le gouvernement a accepté d'étendre ce programme à 17 districts (contre 1 seul auparavant).

Un nouveau mouvement mondial a pris de l'ampleur en 2011, sous l'impulsion de l'UNICEF. L'initiative Renforcement de la nutrition (SUN, de son acronyme anglais Scaling Up Nutrition) a réuni la Banque mondiale, des organisations non gouvernementales (ONG), des institutions des Nations Unies, des entreprises et des gouvernements. Ces organisations s'efforcent de promouvoir des méthodes peu onéreuses pour enrayer les diverses manifestations de la sous-nutrition chez les enfants, qu'il s'agisse de retards de croissance, de malnutrition aiguë sévère, d'émaciation ou d'autres conséquences d'une nutrition inadéquate. Au Ghana, l'UNICEF s'est déjà associé à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'OMS pour introduire le Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants; le fonds a également contribué à l'élaboration d'un projet de politique nationale sur la nutrition et d'un système de surveillance de la nutrition.

Une autre forme de coopération vigoureusement soutenue par l'UNICEF consiste pour les pays du Sud à mettre en commun leurs connaissances et ressources et, ce faisant, à niveler les écarts de développement entre eux. Après que l'UNICEF a encouragé huit pays lusophones et hispanophones à collaborer en matière de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, le Brésil a accepté de faire don de médicaments antirétroviraux à la Guinée-Bissau pour renforcer les programmes de ce pays en matière de lutte contre le VIH/SIDA.

Plus de la moitié des dépenses de programme ont été consacrées à la survie et au développement des enfants.

Dépenses d'assistance aux programmes par domaine d'intervention du Plan stratégique à moyen terme en 2011 (en dollars des États-Unis)



Note : Les totaux par domaine d'intervention du Plan stratégique à moyen terme (PSMT) peuvent ne pas représenter 3 472 millions de dollars ou 100 % car les chiffres ont été arrondis.

Lorsque la Commission de l'Union africaine a décidé d'organiser une conférence des donateurs à la mi-2011 pour lever des fonds qui permettraient de faire face à la famine survenue dans la Corne de l'Afrique, elle s'est tournée vers l'UNICEF pour obtenir une assistance technique. Cette conférence, sans précédent dans l'histoire de la Commission, a permis de récolter 350 millions de dollars de promesses de contributions.

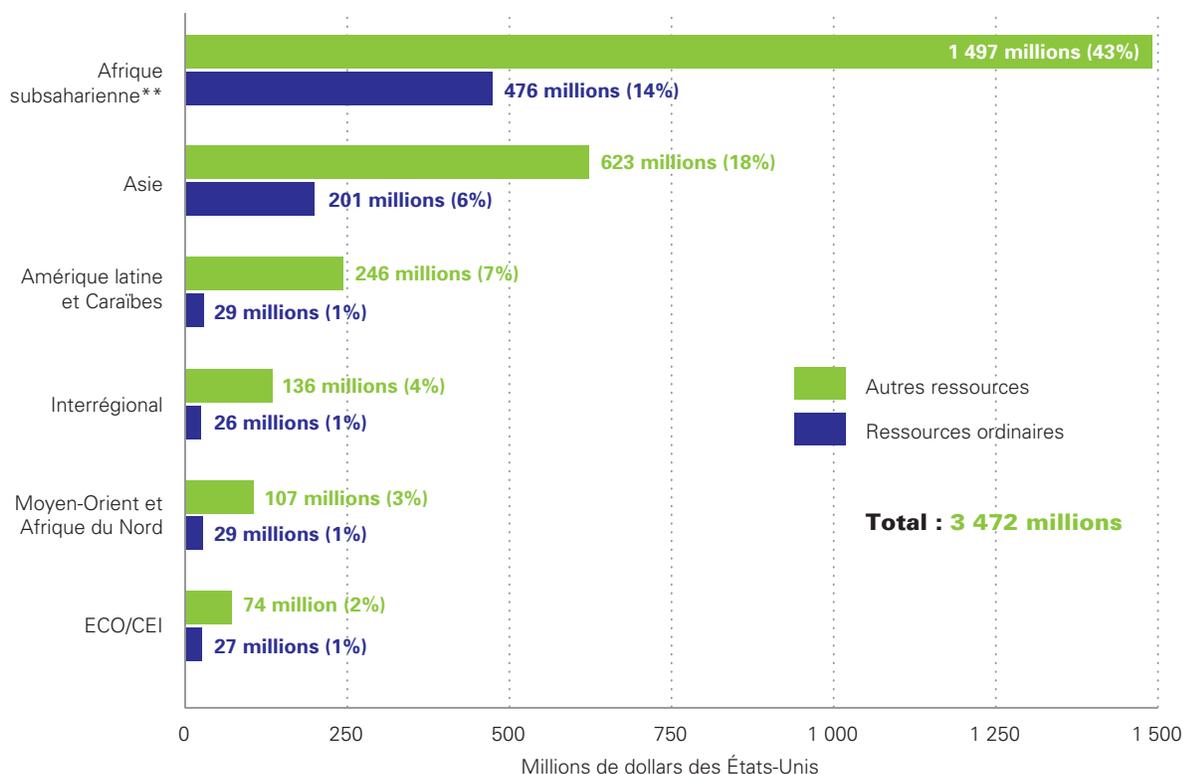
Des dépenses guidées par des principes

Fin 2011, le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide s'est déroulé à Pusan, en République de Corée, où le développement efficace a été reconnu comme un élément central de toutes les formes d'aide internationale. Pour la première fois, des économies émergentes comme le Brésil, la Chine et l'Inde ont contribué de manière importante, de même que les entreprises du secteur privé et les groupes de la société civile. L'accord final du forum a appelé à plusieurs reprises à une croissance économique inclusive.

Dans ses propres dépenses, l'UNICEF respecte scrupuleusement le principe selon lequel le développement est efficace lorsqu'il est équitable. Les dépenses totales en 2011 ont augmenté de 4 % pour atteindre 3 819 millions de dollars, tandis que les dépenses d'assistance aux programmes ont augmenté dans la même proportion et atteint 3 472 millions de dollars. Plus de la moitié des dépenses de programme ont été consacrées aux efforts de l'UNICEF en faveur de la survie et du développement des jeunes enfants. Quelque 57 % sont allés en Afrique subsaharienne, où se trouvent la majorité des pays les moins avancés.

Dépenses d'assistance aux programmes par région géographique en 2011

(en dollars des États-Unis)



Note : Les totaux par zone géographique ne représentent pas toujours 3 472 millions de dollars ou 100 % car les chiffres ont été arrondis.

*L'aide aux programmes pour le Soudan et Djibouti est incluse dans

Développer le plein potentiel de chaque enfant

Tous les enfants ont le droit de survivre et de grandir pour réaliser leur plein potentiel. Le développement équitable suppose également qu'ils aient la possibilité de le faire. Alors qu'auparavant, on estimait qu'il était trop onéreux et difficile de venir en aide aux populations les plus démunies, des stratégies et des outils innovants permettent désormais d'atteindre, à moindre coût, les groupes marginalisés. Ces approches permettent d'effectuer des progrès rapides là où les enfants ont le plus besoin d'aide : accéder aux services publics ainsi qu'à une alimentation et des médicaments abordables, et avoir les moyens de revendiquer leurs droits et leurs chances.

Dans chaque pays où l'UNICEF met en œuvre des programmes de développement, il définit d'abord quelles sont les populations les plus défavorisées et les disparités auxquelles elles font face. L'UNICEF s'efforce ensuite d'étendre à ces populations le soutien et les services à fort impact, en particulier dans les domaines essentiels à la survie des enfants : la santé, la nutrition et l'eau et l'assainissement. Il identifie les obstacles qui entravent l'accès aux services (qualité insuffisante ou manque de connaissances) et prend des mesures spécifiques pour y remédier. L'UNICEF effectue également un suivi afin de réduire les obstacles et veiller à ce que des progrès mesurables soient réalisés.

En bonne santé dès le départ

Une alimentation suffisante, de l'eau salubre et des médicaments pour prévenir et traiter les maladies : ce sont là les éléments essentiels à la survie et au développement des jeunes enfants. À l'échelle internationale, la mortalité des enfants baisse continuellement, en partie grâce à la meilleure santé des enfants et de leurs mères. Pour autant, les dernières estimations indiquent qu'environ 7,6 millions d'enfants par an meurent avant l'âge de cinq ans. En outre, les enfants issus des familles les plus pauvres risquent deux à trois fois plus de mourir avant l'âge de 5 ans que les enfants originaires des familles les plus riches.

Des stratégies et des outils innovants permettent désormais d'atteindre les groupes marginalisés.

L'UNICEF aide à combattre les principales causes de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans, notamment la diarrhée, la pneumonie et le paludisme. En 2011, en réponse à une action de plaidoyer concertée, le nouveau vaccin contre la pneumonie a été utilisé dans le cadre de la vaccination de routine au Kenya et 90 % des enfants de moins d'un an en ont bénéficié. En République démocratique du Congo, où le paludisme tue davantage d'enfants que la plupart des autres maladies, l'aide de l'UNICEF a permis de fournir des moustiquaires imprégnées d'insecticide à 38 % des enfants, contre 1 % il y a seulement dix ans. En 2011, les médicaments et équipements essentiels ont permis de traiter 700 000 enfants atteints de paludisme et grâce à un partenariat avec la Banque mondiale, l'UNICEF a levé 70 millions de dollars pour assurer la distribution à grande échelle de presque 14 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide et ainsi réduire les écarts en termes de couverture.

Éradiquer les maladies infantiles telles que la polio et la rougeole est une autre priorité. Alors que l'Inde a récemment atteint un statut de pays non endémique pour la polio et que la plupart des pays du monde sont désormais libérés de ce virus, l'objectif de l'éradication à



l'échelle mondiale n'a pas encore été atteint. Des flambées épidémiques ont eu lieu en 2011 en Afghanistan, en Chine, au Nigéria et au Pakistan. Au Pakistan, l'UNICEF a contribué à huit cycles de vaccination et conclu dans plusieurs régions un partenariat réussi avec les dirigeants religieux qui a permis de réduire de 27 % le nombre de personnes refusant la vaccination. L'UNICEF continue de travailler avec l'Afghanistan, l'Inde et le Pakistan pour empêcher la transmission de la polio chez les enfants. En Afghanistan, les efforts réalisés ont entraîné une augmentation du nombre de femmes administrant des vaccins, tandis que différentes approches sont utilisées pour informer les filles et les femmes sur la polio.

Un vaccinateur administre une dose orale de vaccin contre la polio au centre Chilak Returnee, Soudan du Sud.

Des campagnes de vaccination combinée contre la polio, la méningite et la rougeole ont touché 2,5 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans au Tchad, où le vaccin antiméningococcique conjugué A, récemment développé, a été introduit pour la première fois. En Angola, le Gouvernement a vacciné 5 millions d'enfants contre la rougeole, en recourant à l'aide de l'UNICEF pour installer des équipements de stockage et de transport des vaccins, ce qui a renforcé les systèmes en vue de poursuivre les actions de vaccination régulière.

La mortalité néonatale, cause majeure de décès chez les moins de cinq ans, peut être réduite grâce à une nutrition appropriée. À cet égard, l'UNICEF axe en grande partie ses efforts sur l'Afrique subsaharienne, qui enregistre presque la moitié de l'ensemble des décès d'enfants dans le monde, mais seulement un quart environ des naissances. En 2011, l'UNICEF est venu en aide au Niger en lui fournissant des aliments thérapeutiques et en formant des prestataires de services. Un système d'octroi de petites subventions alimentaires a été élargi à presque 29 000 foyers confrontés à une insécurité alimentaire modérée ou grave.

Inde : transformer la vie des jeunes au fil des générations

Deepa Kumari, 14 ans, a commencé à se sentir faible et prise de vertiges. Ses ongles étaient pâles. Un médecin a confirmé qu'elle faisait partie de ces millions d'Indiennes qui souffrent d'anémie.

La solution pour Deepa a été simple et peu coûteuse. Dans le cadre d'un programme gouvernemental soutenu par l'UNICEF, elle a pu commencer un traitement comprenant

une dose hebdomadaire de fer et d'acide folique et un vermifuge à prendre tous les six mois, tout en améliorant ses connaissances en matière de nutrition. Aujourd'hui, elle est contente de savoir que sa sœur Sapna, 11 ans, ne souffrira pas d'anémie car elle a aussi accès à des suppléments, tandis que l'alimentation de sa famille s'est améliorée.

En 2011, l'UNICEF a aidé 13 gouvernements d'États indiens à entreprendre des actions similaires, qui touchent aujourd'hui 21,4 millions d'adolescentes. Plus de 120 000 enseignants et conseillers formés participent à ce programme.

Dans tout le pays, plus de la moitié des filles sont anémiques. Ce trouble les rend vulnérables à la maladie et réduit leurs possibilités d'éducation. En outre, elles risquent beaucoup plus de transmettre leurs carences nutritionnelles à leurs propres enfants.

Là où le programme est en place depuis un ou deux ans, les taux d'anémie ont déjà baissé jusqu'à 20 %. À l'école de Deepa, les filles réussissent mieux leurs devoirs et sont moins susceptibles d'abandonner leur scolarité.

À Djibouti, l'UNICEF a contribué à mettre en place un réseau constitué de grand-mères pour promouvoir l'allaitement, ce qui a entraîné une augmentation de presque 25 % de cette pratique.

Même les pays ayant une économie saine continuent de rencontrer des disparités importantes, qui les rendent vulnérables à des pénuries alimentaires. En Chine, dans la province du Sichuan qui a été victime d'un séisme, un programme de l'UNICEF a permis de diviser pratiquement par deux les cas d'anémie en six mois. Les résultats positifs du programme dans la province voisine du Qinghai ont conduit le gouvernement provincial à annoncer des plans pour élargir ses interventions à 15 comtés.

L'UNICEF a encouragé 49 pays à appliquer des stratégies communautaires d'assainissement

Endiguer la prévalence des retards de croissance liés à une alimentation pauvre ou insuffisante constitue un autre défi. Le Viet Nam a mis en place une stratégie nationale sur 10 ans pour réduire les retards de croissance et a commencé à produire localement des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi élaborés avec l'aide de l'UNICEF. Au Pérou, les retards de croissance ont baissé de 2 % à l'échelle nationale depuis 2000, les réductions les plus significatives ayant été enregistrées dans les régions bénéficiant de l'aide de l'UNICEF. Dans ces régions, les retards de croissance ont baissé jusqu'à 16 %, grâce à la fourniture de suppléments en nutriments. Après l'intégration de cette stratégie dans le budget du Ministère de la santé, le nombre de régions concernées a plus que doublé entre 2010 et 2011.

En 2010, le monde a atteint la cible de l'OMD consistant à réduire de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable, ce qui, avec l'amélioration des installations sanitaires, en fait une contribution majeure à la lutte contre les maladies qui tuent des enfants, telles que la diarrhée. En 2011, l'UNICEF a travaillé avec le Gouvernement iraquien pour évaluer les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et les étendre aux communautés rurales, ce qui a bénéficié à des centaines milliers d'Iraquiens. Au Soudan du Sud, des programmes de construction ou de rénovation des systèmes d'eau potable dans les écoles et des centres de soins pour les communautés vulnérables ont bénéficié à plus de 300 000 personnes.

À l'échelle mondiale, les progrès dans l'amélioration des installations sanitaires ont été toutefois bien plus lents, puisque plus d'un milliard de personnes continuent de recourir à des pratiques néfastes de défécation à l'air libre. L'UNICEF a encouragé 49 pays à utiliser

des stratégies communautaires d'assainissement total pour éradiquer la défécation à l'air libre et éduquer la population en matière d'hygiène. Dans les régions rurales de Mauritanie où de telles stratégies sont en place, l'accès aux latrines a doublé et plus de 11 000 familles ont accepté de construire les leurs. En 2011, le gouvernement a commencé à financer cette stratégie dans le cadre du budget national.

Une éducation complète

Atteindre l'objectif d'une éducation primaire universelle, dans le cadre des OMD, exige que partout, les enfants achèvent le cycle primaire. Certains pays parmi les plus pauvres ont enregistré des progrès rapides et atteignent l'accès universel ou s'en approchent. Mais dans le monde en développement dans son ensemble, moins de 9 enfants sur 10 achèvent leurs études primaires, tandis que dans les pays les moins avancés, plus de 1 enfant sur 5 en âge d'aller à l'école primaire ne bénéficie pas d'un accès à l'éducation.

UNICEF met l'accent sur l'apprentissage précoce et l'entrée en primaire à l'âge adéquat dans la mesure où ces deux éléments conditionnent largement l'achèvement de la scolarité élémentaire, en particulier chez les enfants défavorisés. Une éducation de qualité dispensée par des enseignants bien formés et par le biais de matériels pédagogiques appropriés constitue un autre élément important.

Au Ghana, l'UNICEF a fourni une formation complète aux enseignants et sensibilisé la communauté dans deux districts défavorisés. Des écoles maternelles de qualité existent

Necibe, 9 ans, lisant à voix haute dans une classe de quatrième année d'une école primaire parrainée par l'UNICEF à Lenkaran, Azerbaïdjan.



L'UNICEF appuie les efforts visant à empêcher la propagation du VIH et à soigner les enfants et les familles affectés.

désormais pour la première fois et les gains obtenus sont remarquables : la scolarisation est passée d'environ un tiers à 96 % au cours des six dernières années. Les actions de plaidoyer de l'UNICEF fondées sur cette approche ont permis de sensibiliser aux avantages du développement de la petite enfance dans le pays, et le taux de scolarisation en maternelle dans le pays s'élève à présent à 98 %, contre 93 % en 2009. En 2011, le gouvernement a adopté des normes nationales relatives aux écoles amies des enfants, ainsi qu'un outil pour évaluer les services et identifier les obstacles à la qualité.

En Gambie, avec le soutien de l'UNICEF, un programme de développement de la petite enfance et un manuel d'éducation parentale ont contribué à pratiquement doubler le pourcentage d'enfants ayant continué d'aller à l'école primaire entre 2007 et 2011. Au Zimbabwe, l'UNICEF a contribué à l'élaboration d'une certification en développement de la petite enfance pour les enseignants. L'aide à la distribution en masse de manuels, y compris d'ouvrages rédigés en braille et dans des langues minoritaires, a abouti à un ratio d'un livre pour un élève dans toutes les écoles primaires et secondaires, tandis qu'un programme de paiement des frais de scolarité permet à plus de 500 000 enfants défavorisés d'aller à l'école primaire.

Dans son plan national d'éducation le plus récent, le Cambodge a donné la priorité aux établissements préscolaires pour les enfants handicapés, une action préconisée par l'UNICEF. Trente établissements préscolaires assurant l'égalité des chances aux enfants handicapés en matière d'apprentissage ont ouvert leurs portes en 2011. La formation à l'éducation inclusive dans les établissements préscolaires s'est développée, tandis que la langue cambodgienne des signes est en cours de normalisation pour pouvoir être généralisée dans tous les programmes éducatifs destinés aux élèves souffrant de troubles auditifs.

De plus en plus de filles vont à l'école dans le monde, mais la parité des sexes à l'école primaire n'a pas encore été atteinte en Afrique, au Moyen-Orient et dans certaines parties de l'Asie et du Pacifique. Cet état de fait constitue une perte pour les individus et les sociétés. Dans les pays à faible revenu, l'éducation des femmes et les filles peut constituer un puissant facteur de réduction de la mortalité maternelle et infantile, voire le seul. Il contribue également à la qualification de la population active et au dynamisme économique.

Les actions de plaidoyer menées par l'UNICEF en 2011 ont conduit le Népal à amender la réglementation relative aux enseignants afin de réserver 45 % des postes aux femmes et autres groupes défavorisés, dans le cadre de la réforme de l'enseignement. La généralisation des écoles amies des enfants dans 30 des districts les plus vulnérables a réduit les écarts filles-garçons dans les classes de premier et de troisième niveau et le Ministère de l'éducation a accepté d'allouer d'importantes ressources pour construire des latrines pour les filles, souvent une condition préalable pour qu'elles aillent à l'école. À l'échelle nationale, la proportion des écoles disposant d'un système d'eau et d'assainissement adéquat pour les garçons comme pour les filles a augmenté de 34 % à 45 % en seulement une année.

Sur les conseils de l'UNICEF, la République démocratique populaire lao dispose à présent d'un système d'information pour la gestion de l'éducation qui permet aux responsables de collecter des données ventilées selon le sexe, la localisation géographique, le revenu et l'appartenance ethnique ou linguistique, en leur donnant la capacité d'évaluer si oui ou non la scolarisation concerne les enfants défavorisés sur le plan éducatif. Les données 2010-2011, première année du système, indiquent d'importantes disparités entre les sexes, ce qui a poussé le gouvernement à approuver un plan d'action national pour mieux adapter l'éducation aux besoins des filles.

L'Argentine a mis en place des structures de garde pour aider les parents adolescents vivant dans la pauvreté à rester scolarisés. Le Guatemala a étendu l'éducation bilingue et élargi

le recours à des techniques d'enseignement éprouvées, ce qui a entraîné une hausse des taux de rétention et d'achèvement des études primaires, ainsi qu'une scolarisation des filles accrue. Plusieurs pays d'Amérique latine ont désormais adopté l'initiative en faveur des enfants non scolarisés parrainée par l'UNICEF, qui vise à réduire les formes d'exclusion qui poussent les enfants à abandonner l'école ou augmentent le risque de décrochage scolaire.

Libéré du VIH

L'incidence de l'infection à VIH a commencé à baisser dans de nombreux pays, et l'élimination des nouvelles infections chez les nourrissons d'ici à 2015 est désormais une possibilité réelle. Toutefois, seuls 23 % des enfants séropositifs dans les pays à revenu faible et intermédiaire reçoivent un traitement, contre 51 % des adultes concernés. En 2009, les jeunes âgés de 15 à 24 ans représentaient 41 % des personnes vivant avec le VIH, ce qui montre à quel point les inégalités liées à l'âge alimentent l'épidémie.

L'UNICEF appuie les efforts visant à empêcher la propagation du virus et à soigner les enfants et les familles affectés, notamment en s'associant au Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Dans le cadre du Plan mondial pour éliminer les nouvelles infections à VIH chez les enfants à l'horizon 2015 et maintenir leurs mères en vie, lancé par les dirigeants mondiaux en 2011, l'UNICEF va travailler avec les communautés pour supprimer les obstacles que les femmes et les enfants rencontrent pour accéder aux services de prévention et de soins.

En 2011, l'UNICEF a soutenu la mobilisation communautaire et l'achat de matériel de dépistage et de médicaments dans le cadre du nouveau plan stratégique du Lesotho pour l'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Au total, 81 % des femmes enceintes vivant avec le VIH ont reçu un traitement pour stopper la transmission, contre 71 % l'année précédente. Plus de 60 % des enfants séropositifs ont eu accès à un traitement. Au Swaziland, où l'UNICEF a contribué à l'approvisionnement de presque un tiers des antirétroviraux nécessaires, 95 % des femmes enceintes séropositives ont reçu un traitement pour stopper la transmission, de même que 96 % des nourrissons exposés au virus.

La prévention du VIH a connu un nouvel élan dans le cadre de la stratégie Objectif : zéro du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA). Des connaissances

Ouzbékistan : un refuge contre la stigmatisation

« Cette expérience a complètement changé ma vie. Lorsque nous sommes venus au centre, c'était la première fois que je voyais des mères comme moi et des enfants comme mon fils, affirme Muborak, 32 ans. Je me suis sentie moins seule. »

Muborak et son enfant font partie du nombre croissant de familles vivant avec le VIH qui ont trouvé un refuge contre la stigmatisation très importante et l'isolement

social liés au VIH en Ouzbékistan. Avec l'ouverture de trois nouveaux centres (refuges) en 2011, les familles peuvent à présent se tourner vers un réseau de sept centres qui accueillent plus de 800 enfants séropositifs âgés de 4 à 14 ans. Mis en place par le Ministère de la santé avec l'appui de l'UNICEF, ces centres sont situés dans les villes du pays où la prévalence du VIH est la plus concentrée.

Les familles qui s'y rendent trouvent un lieu accueillant proposant des soins médicaux, des services psychosociaux et une aide juridique,

souvent dispensés par des conseillers vivant eux-mêmes avec le VIH. Les parents rencontrent les conseillers et les autres parents pendant que les enfants participent à des activités ludiques et éducatives. Des ateliers de peinture, de musique, de danse et de théâtre sensibilisent en douceur à la manière de gérer la discrimination à l'extérieur.

Madina (prénom modifié), 9 ans, sait qu'elle va s'amuser dans son centre de Tashkent. « On vient ici toutes les semaines, dit-elle avec enthousiasme. Tout le monde essaie de nous faire plaisir. »

approfondies, l'utilisation du préservatif, ainsi que les services de dépistage et de conseil sont des outils essentiels. Au Guyana, l'UNICEF a contribué à mettre en place un répertoire national des services pour les personnes séropositives et un système d'orientation pour aider les adolescents à accéder aux services sociaux et de santé. En 2011, le programme Santé et vie de famille a été étendu aux écoles primaires et secondaires dans 9 des 10 régions du pays, couvrant ainsi près de 28 000 élèves.

Au Honduras, les actions de plaidoyer de l'UNICEF ont convaincu 50 municipalités d'allouer 1 % de leur budget à la prévention du VIH chez les adolescents et les jeunes, tandis que 1 350 fonctionnaires et jeunes ont acquis des compétences pour empêcher la transmission du VIH et les grossesses précoces dans leur communauté. En Namibie, le Ministère de l'éducation a rendu obligatoire un programme de compétences psychosociales centré sur le VIH pour tous les élèves de huitième année.

Protection contre les injustices

De nombreuses formes d'inégalité et d'injustice augmentent le risque pour les enfants de subir des violations de leurs droits. La pauvreté, les conflits armés, certaines normes sociales : tous ces facteurs sont néfastes. L'UNICEF met l'accent sur la prévention des violences, des sévices et de l'exploitation des enfants. À sa base, l'UNICEF encourage, au sein des populations, une large sensibilisation et des comportements positifs qui préservent les droits et le bien-être des enfants.

L'UNICEF agit en particulier pour réduire les formes de préjudice qui les privent d'une enfance et bouleversent leur vie à jamais, telles que le mariage des enfants et les conflits armés. En Inde, les actions de plaidoyer ont conduit 21 États à adopter en 2011 des règles pour mettre en application la loi d'interdiction du mariage des enfants et 15 États ont mis en place des agents chargés de faire respecter cette interdiction. Suite à une étude de l'UNICEF sur le mariage des enfants en Azerbaïdjan, le Parlement national a relevé de 17 à 18 ans l'âge minimum auquel les filles peuvent se marier et préconisé des amendements au Code pénal afin de prendre des mesures fermes contre le mariage forcé.

En Colombie, le soutien de l'UNICEF à la protection des enfants mis en danger par le conflit armé a permis de mobiliser plus de 50 000 adolescents des deux sexes dans des activités de promotion de la paix, notamment par le sport. Afin de renforcer les capacités des forces armées et de la police à veiller sur les droits des enfants, l'organisation a participé à la formation de presque 1 000 instructeurs militaires aux lois internationales relatives aux enfants. Ceux-ci ont ensuite transmis ce qu'ils avaient appris à quelque 59 000 officiers et soldats.

Des progrès ont été observés en 2011 dans l'éradication d'autres formes de violence à l'encontre des enfants, telles que les mutilations génitales féminines et l'excision. Un programme conjoint UNICEF/UNFPA mené dans 15 pays a fait état d'une augmentation de 30 % du nombre de localités abandonnant ces pratiques néfastes. Pour la première fois, le Kenya a décrété que les mutilations génitales féminines et l'excision étaient des actes criminels, une étape majeure dans un pays où la prévalence de ces pratiques atteint les 90 % dans certaines communautés. La Guinée-Bissau a adopté des lois contre les mutilations génitales féminines et l'excision ainsi que la traite d'humains, tandis que des plans d'action ont été approuvés pour les mettre en œuvre.

D'autres étapes ont été franchies en 2011 en matière d'éradication des formes néfastes de travail des enfants. En Bolivie, après un plaidoyer efficace de l'UNICEF auprès des cultivateurs de canne à sucre, 80 % des plantations de canne à sucre mettent en place des initiatives « zéro travail d'enfants ». En outre, 80 % des municipalités dans les régions de culture de canne à sucre fournissent aujourd'hui des services de transport et des supports

L'UNICEF s'efforce de prévenir les insuffisances en matière de protection des enfants, tout en palliant celles qui existent.



pédagogiques pour encourager les enfants à aller à l'école. L'Équateur a mis fin au travail des enfants dans les déchetteries et reçu l'aide de l'UNICEF pour renforcer les capacités des professionnels de la protection de l'enfance et des centres de protection des droits. Au Burkina Faso, l'UNICEF a accompagné la mise en œuvre d'actions politiques communes qui ont permis à plus de 10 400 travailleurs enfants de ne plus effectuer de travail dangereux dans les mines d'or.

Germán (arrière-plan), 13 ans, porte des cannes à sucre. Il va maintenant à l'école le matin, une chance qu'aucun de ses frères et sœurs n'a eue jusqu'à présent (Bolivie).

Les actions de plaidoyer en faveur de l'enregistrement des naissances font partie intégrante des programmes de protection de l'enfance de l'UNICEF, car cette pratique est susceptible d'améliorer considérablement l'accès aux services et de garantir les droits des enfants. Dans un État du Nigéria, l'utilisation réussie des téléphones portables pour envoyer des SMS pour l'enregistrement des naissances a conduit la Commission nationale de la population à étendre ce système à 19 États. C'est ainsi que plus de 2 millions d'enfants ont été enregistrés en 2011. Au Belize, l'UNICEF a contribué à étendre les services d'enregistrement des naissances à 110 communautés, dans trois districts pauvres abritant des populations autochtones très marginalisées. Quelque 10 000 enfants ont été enregistrés et l'UNICEF travaille à présent avec le gouvernement pour renforcer l'enregistrement des naissances dans son ensemble.

La défense des droits des enfants dans les systèmes pénaux constitue un élément essentiel de la protection de l'enfance. Avec l'aide de l'UNICEF, l'Albanie a introduit en 2011 des dispositifs pour maintenir les enfants en dehors de ces systèmes et proposer des mesures de substitution à la détention, comme la médiation entre la victime et l'auteur des faits ou le service communautaire. Une législation a été adoptée afin d'offrir une assistance juridique et psychosociale gratuite aux mineurs, même si les organisations fournissant ces services dépendent de l'aide des donateurs. Se basant sur une analyse des lacunes juridiques, le Ministère de la justice de l'ex-République yougoslave de Macédoine a aligné la loi relative à la justice des mineurs sur les normes internationales relatives aux droits des enfants. L'UNICEF a également contribué à l'élaboration d'un système de suivi de cette loi. Le Conseil national de prévention de la délinquance des mineurs va s'en servir pour établir des rapports annuels destinés au Parlement et au gouvernement.

Maintenir le cap pendant la crise

Deux crises (le tumulte du « Printemps arabe » et l'épisode de famine extrême dans la Corne de l'Afrique) ont causé les plus grandes difficultés pour l'UNICEF en 2011. L'organisation est intervenue dans 292 situations humanitaires et 80 pays tout en gérant des catastrophes naturelles et des conflits nouveaux ou prolongés.

Tous ces éléments ont constitué de graves menaces aux droits et au bien-être des enfants. Insistant constamment sur la nécessité d'atteindre les enfants les plus vulnérables (et conformément aux grands principes humanitaires tels que l'humanité, la neutralité et l'impartialité), l'UNICEF a participé à la distribution d'eau potable, d'aliments, de vaccins, de matériels d'éducation, d'abris et de services de protection pour sauver des vies. L'organisation est même intervenue alors que la situation sécuritaire mondiale s'aggravait, avec des pics importants dans le nombre d'incidents mettant en danger son personnel.

Enrayer la faim

La crise humanitaire ayant suivi la grande sécheresse dans la Corne de l'Afrique a été la plus importante de l'année 2011. Ce sont les femmes et les enfants qui ont payé le plus lourd tribut. À son point culminant, la situation a mis en danger la vie de jusqu'à 13 millions de personnes souffrant de faim extrême, notamment 750 000 enfants victimes d'un risque de mort imminent. En juillet, les Nations Unies ont déclaré que certaines régions du sud de la Somalie étaient en proie à une famine. L'UNICEF tout entier s'est rapidement mobilisé pour fournir les ressources humaines et financières nécessaires pour répondre aux besoins vitaux à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya et en Somalie.

Le déploiement rapide de l'action humanitaire en Somalie a permis à l'UNICEF et à ses partenaires, locaux pour la plupart, d'atteindre plus de 241 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë. Des actions coordonnées avec d'autres acteurs humanitaires internationaux ont concerné presque 263 000 autres enfants souffrant de malnutrition aiguë. Comme les enfants sous-alimentés sont extrêmement vulnérables aux maladies infantiles, l'UNICEF a soutenu les campagnes de vaccination contre la rougeole pour plus d'un million d'enfants âgés de moins de 15 ans.

Quelque 3 millions de personnes en Somalie, dont plus de 1,7 million de personnes touchées par la sécheresse et la famine dans le sud, ont pu bénéficier d'un accès à de l'eau salubre. Des pratiques hygiéniques ont été encouragées chez plus de 800 000 personnes, tandis que l'approvisionnement en eau salubre a contribué à endiguer une flambée de choléra.

Dans les principaux camps de réfugiés au Kenya, où la population est arrivée de Somalie, la fourniture rapide d'équipements et de vaccins a permis de faire vacciner tous les enfants âgés de moins de 5 ans contre la rougeole et la polio.

Plus de 4,5 millions de personnes avaient besoin d'une assistance en Éthiopie. Conformément à l'importance accrue accordée à la promotion de communautés plus sûres et plus résilientes, l'UNICEF a travaillé avec le gouvernement pour étendre les filets de sécurité mis en place

L'UNICEF est intervenu dans 292 situations humanitaires et 80 pays.



depuis plusieurs années, notamment pour la gestion locale de la malnutrition aiguë sévère. Ciblant les régions les plus touchées, l'UNICEF a apporté son soutien dans la mise en place de plus de 2 000 établissements de santé pour faire face à la malnutrition et former plus de 10 000 professionnels de santé.

Des équipes mobiles de santé et de nutrition se sont rendues dans des régions reculées d'Éthiopie et réalisé près de 170 000 consultations. Fin 2011, le traitement de la malnutrition aiguë sévère chez plus de 164 000 enfants, par le biais de programmes d'alimentation thérapeutique, a conduit à un taux de récupération de 85 %.

Intervenir en pleine tourmente

La crise politique qui a touché plusieurs États arabes en 2011 a eu des conséquences humanitaires, en particulier en Libye, en Syrie et au Yémen. Durant le premier semestre, plus 900 000 personnes ont fui la Libye et beaucoup se sont réfugiées en Égypte et en Tunisie. L'UNICEF a entrepris des actions immédiates pour leur fournir du matériel médical et des services d'eau et d'assainissement.

En Tunisie, l'UNICEF a contribué à l'intégration des enfants réfugiés, quelle que soit leur nationalité, dans le système éducatif national. En Égypte, l'organisation a apporté son aide pour veiller à ce qu'au sein des milliers de familles échouées à la frontière, tous les enfants de moins 18 ans soient entièrement vaccinés. À partir de la fin août, l'UNICEF a participé à la distribution d'eau en bouteilles à environ 500 000 personnes en Libye.

Des adolescentes et des jeunes femmes portent des banderoles et des affiches réclamant un changement politique en Égypte.. L'UNICEF a travaillé avec des partenaires pour venir en aide à des enfants exposés à la violence durant les troubles politiques.



Enfants déplacés à cause des inondations et collectant de l'eau à une pompe près de leur camp dans la ville de Digri, au Pakistan.

Les troubles politiques au Yémen ont aggravé une situation de profonde pauvreté et d'instabilité chronique. À l'effondrement quasi-total des services publics est venue s'ajouter une flambée des prix des denrées alimentaires, de l'eau et du pétrole. Alors que la crise alimentaire prenait de l'ampleur, l'UNICEF a fourni des services et des fournitures pour traiter près de 60 000 enfants souffrant de malnutrition sévère. Une campagne de vaccination lancée dans tous les districts du gouvernorat de Sa'dah a permis d'administrer un vaccin oral contre la polio à 86 % des enfants de moins d'un an ciblés par le programme.

En Afrique, la Côte d'Ivoire a été frappée par un conflit ayant entraîné le déplacement de près d'un million de personnes et exposé les enfants au risque de maladie et d'interruption de leur scolarité. L'UNICEF a contribué à la mise en place d'une campagne de retour à l'école qui a concerné un million d'enfants. Presque 6,5 millions d'enfants ont été vaccinés contre la rougeole, tandis que de l'eau salubre et des installations sanitaires ont été mises à la disposition de 800 000 personnes.

Un engagement sur le long terme

L'UNICEF assure une présence continue pour les enfants vivant dans des situations de crise prolongée, en offrant de l'espoir lorsque la souffrance humaine dure depuis des années. En Afghanistan, l'UNICEF a joué un rôle moteur dans Partenariat mondial pour l'éducation,

qui a permis d'attirer l'attention sur certaines des régions les plus dangereuses du pays et d'encourager l'éducation des filles dans 55 districts présentant les plus faibles indicateurs en matière d'éducation. Entre 2009 et 2011, le nombre de filles fréquentant l'école primaire a augmenté de 10 % et il s'élève à présent à plus de 2 millions. Dans les régions en proie à l'insécurité, suite aux dialogues initiés par l'UNICEF, des responsables originaires de 4 000 shuras (organes communautaires) se sont engagés à protéger les écoles, et 300 établissements ont été rouverts.

En République démocratique du Congo, qui connaît une instabilité chronique et où quelque 1,6 million de personnes ont été déplacées, l'UNICEF continue d'aider à la construction et la réhabilitation de centres de santé. En 2011, l'organisation a vacciné plus de 13 millions d'enfants contre la rougeole. En réhabilitant des bâtiments publics et en formant des enseignants, l'organisation a permis à presque 107 000 enfants vivant dans les régions parmi les plus instables du pays de bénéficier d'un meilleur accès à l'éducation et aux services psychosociaux.

Alors qu'Haïti se reconstruit lentement après le séisme dévastateur de 2010, l'UNICEF a comblé des insuffisances en matière d'installations sanitaires, en assurant en 2011 l'accès de 322 000 personnes déplacées vivant toujours dans les camps ou issues des communautés touchées. Plus de 80 % des enfants âgés de 6 à 14 ans vivant dans les camps sont retournés à l'école. Soucieux d'endiguer une flambée de choléra attisée par des pluies abondantes inhabituelles, l'UNICEF a participé à la mise en place d'un réseau de centres de traitement ayant pris en charge près de 300 000 cas suspects chez les enfants.

Un nouveau chapitre s'est ouvert lorsque, après des décennies de guerre, le Soudan du Sud est devenu indépendant. Mais les conflits persistants et l'afflux de plus de 350 000 réfugiés rentrant chez eux ont mis les services publics à rude épreuve. L'UNICEF a apporté son aide et fourni des services élémentaires de santé et de nutrition pour assurer la survie des enfants, atteignant 9 des 10 États du pays et ciblant plus de 2,5 millions d'enfants. Des traitements étendus pour les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont permis de soigner presque 70 % des enfants touchés.

Les inondations ont bouleversé la vie de millions de gens dans plusieurs pays d'Asie.

Tenir compte du changement climatique

Les liens entre le changement climatique et les phénomènes météorologiques graves sont reconnus dans le monde entier. En 2011, les inondations ont bouleversé la vie de millions de personnes au Cambodge, au Pakistan, aux Philippines, au Sri Lanka, en Thaïlande et au Viet Nam. L'UNICEF a participé à la remise en service des systèmes d'approvisionnement en eau, à la distribution de trousseaux d'hygiène, au diagnostic des cas de malnutrition, à la reprise de la scolarité et à d'autres services.

Au Pakistan, de graves inondations ont touché plus de 5 millions de personnes, dont la moitié était des enfants. Même si le pays poursuit son redressement après les dégâts provoqués par les fortes inondations de 2010, l'insécurité a compliqué les opérations humanitaires. L'UNICEF a apporté son soutien en fournissant de l'eau potable à 4,8 millions de personnes et des installations sanitaires à 3,5 millions de personnes. Plus d'un million d'enfants touchés par les inondations en 2011 ont été vaccinés contre la polio.

Dans la région du Sahel, une grande sécheresse, à la fin 2011, a menacé d'aggraver l'insécurité alimentaire. Au Niger, l'UNICEF a déjà apporté son aide pour traiter près de 300 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère, freinant sa propagation. L'organisation va poursuivre ses efforts, mais l'aggravation des conditions compromet les progrès obtenus. Début 2012, l'UNICEF a lancé un appel pour obtenir 120 millions de dollars afin de traiter au moins un million d'enfants qui risquaient de souffrir d'une malnutrition aiguë sévère durant l'année.

Défendre les droits des enfants

Dans ses programmes, l'UNICEF défend les droits humains que tous les États Membres des Nations Unies se sont engagés à protéger. La Convention phare relative aux droits de l'enfant établit des garanties spécifiques pour les enfants. Complémentaires et tout aussi importantes, les normes internationales appellent à éliminer la discrimination sexuelle et raciale et à protéger les droits des groupes autochtones et des personnes handicapées.

L'UNICEF participe à la création de systèmes de responsabilité en matière de droits des enfants en s'appuyant sur le pouvoir de la loi et sur les obligations morales de la population dans son ensemble. Le fonds aide les pays à améliorer leurs connaissances et leurs données sur les enfants, en particulier à identifier les inégalités, avant de plaider en faveur d'une modification de la législation et des politiques publiques. Derrière tous ces efforts se trouvent des partenaires de l'UNICEF qui souhaitent bâtir un monde qui protège la dignité et le bien-être de tous les enfants.

Plaider pour mettre fin aux disparités

L'année 2011 a fourni des occasions de plaider en faveur des droits des enfants dans plusieurs grands forums internationaux. Le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, auquel l'UNICEF a participé de manière active, a fait avancer les débats en affirmant le caractère central des droits humains dans le développement. La quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés a promis de nouvelles ressources et des efforts accrus en faveur des pays qui en ont le plus besoin. Une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'intégration sociale se fonde sur les études de l'UNICEF mettant en relief l'efficacité des stratégies de santé et de survie des enfants pour atteindre les enfants marginalisés.

Au cours de cette année, l'UNICEF a apporté son concours à l'analyse de la pauvreté et des disparités chez les enfants en vue d'orienter l'élaboration de politiques publiques dans 54 pays. La Chine a par la suite fait de la pauvreté des enfants l'une des grandes priorités de sa nouvelle stratégie de réduction de la pauvreté rurale, une décision qui pourrait conduire au déblocage de milliards de dollars de nouvelles ressources.

La quatrième série d'enquêtes par grappes à indicateurs multiples (MICS) de l'UNICEF s'est poursuivie, aidant 64 nations à renforcer leurs capacités en matière de collecte et d'analyse de données vitales sur les enfants. Pour la première fois, quatre pays évaluent spécifiquement l'accès des enfants handicapés aux soins médicaux. En Serbie, les données des MICS qui soulignent les inégalités entre la population générale et les groupes défavorisés, comme les Roms, ont conduit à l'adoption d'une nouvelle stratégie nationale d'éducation. Ces données et ces analyses ont permis d'orienter les délibérations concernant les progrès de la Serbie vers l'adhésion à l'Union européenne.

En Afrique du Sud, de récents efforts visant à accélérer la baisse du nombre de nourrissons nés avec le VIH ont porté leurs fruits. L'UNICEF a également plaidé avec succès en faveur de l'adoption d'un cadre stratégique national pour éliminer la transmission du VIH de la mère à l'enfant.

L'UNICEF s'appuie sur le pouvoir de la loi et sur les obligations morales de la population dans son ensemble.



En Bulgarie, l'UNICEF a soutenu l'adoption du Concept sur la justice pour les enfants, la rédaction d'une nouvelle loi sur les enfants et la mise en œuvre de la stratégie de non-placement en institut. De nouveaux services et des campagnes de plaidoyer quinquennales ont abouti à la multiplication par dix du nombre de parents adoptifs à la fin 2011 et favorisé la mise en place d'un environnement familial de qualité pour les enfants.

Du personnel d'Action contre la faim prépare des trousseaux d'hygiène de l'UNICEF avant de les distribuer, en Côte d'Ivoire.

Grâce à ses efforts de communication en faveur du développement, l'UNICEF aide des personnes de tous les milieux à en apprendre plus sur les valeurs et les pratiques cohérentes avec les droits des enfants. En République-Unie de Tanzanie, une campagne de plaidoyer menée en 2011 a mobilisé les médias et formé des personnes-ressources au sein des communautés pour fournir des informations sur l'hygiène et la prévention de maladies courantes chez les enfants, et ainsi atteint, selon les estimations, 16 millions de personnes. Au Népal, une campagne sur le lavage des mains a permis d'augmenter cette pratique, de 7 % à 86 %, chez les enfants dans trois districts.

En Amérique centrale, l'UNICEF a réalisé une campagne de communication et de plaidoyer public auprès des jeunes de 14 à 21 ans, afin de les sensibiliser au trafic, à l'exploitation et aux abus sexuels, et de leur enseigner des moyens de se protéger. Cette campagne a utilisé les médias sociaux, un site Internet, des vidéos musicales et des chansons pour attirer les jeunes. Un documentaire a été diffusé à la télévision en Amérique latine et a été vu plus d'un demi-million de fois sur YouTube. Le suivi de la campagne confirme que des progrès importants ont été réalisés en matière de sensibilisation, en particulier au sein des groupes à risque élevé.

Des partenariats pour toucher plus de personnes

Si les partenariats ont toujours été importants tout au long de l'histoire de l'UNICEF, ils jouent désormais un rôle essentiel pour mobiliser toutes les forces au service des enfants les plus marginalisés. Les progrès réalisés sur le cadre de partenariats stratégiques de l'UNICEF se sont poursuivis en 2011, avec des actions destinées à rationaliser les partenariats et à

Comités nationaux pour l'UNICEF

Comité allemand pour l'UNICEF
Comité national d'Andorre pour l'UNICEF
Comité australien pour l'UNICEF
Comité autrichien pour l'UNICEF
Comité belge pour l'UNICEF
Comité canadien pour l'UNICEF
Comité coréen pour l'UNICEF
Comité danois pour l'UNICEF
Comité espagnol pour l'UNICEF
Comité national estonien pour l'UNICEF
Comité finlandais pour l'UNICEF
Comité français pour l'UNICEF
Comité national hellénique pour l'UNICEF
Comité de Hong Kong pour l'UNICEF
Comité national hongrois pour l'UNICEF
UNICEF Irlande
Comité national irlandais pour l'UNICEF
Fonds israélien pour l'UNICEF
Comité italien pour l'UNICEF
Comité japonais pour l'UNICEF
Comité national lituanien pour l'UNICEF
Comité luxembourgeois pour l'UNICEF
Comité néerlandais pour l'UNICEF
Comité néo-zélandais pour l'UNICEF
Comité norvégien pour l'UNICEF
Comité polonais pour l'UNICEF
Comité portugais pour l'UNICEF
Comité du Royaume-Uni pour l'UNICEF
Comité national de Saint-Marin pour l'UNICEF
Comité slovaque pour l'UNICEF
Comité slovène pour l'UNICEF
Comité suédois pour l'UNICEF
Comité suisse pour l'UNICEF
Comité tchèque pour l'UNICEF
Comité national turc pour l'UNICEF
Fonds des États-Unis pour l'UNICEF

mieux les intégrer dans les programmes de l'UNICEF. Ces progrès ont également inclus des critères communs pour évaluer les résultats et des orientations sur les partenariats avec le secteur privé, la société civile et les partenaires internationaux.

L'UNICEF participe à des partenariats de programmes mondiaux permettant la mobilisation d'importantes ressources et expertises pour répondre aux enjeux mondiaux. Les nouvelles actions en 2011 ont inclus l'initiative de Renforcement de la nutrition (SUN) et l'initiative People That Deliver, destinée à améliorer la santé publique. L'UNICEF continue de jouer un rôle actif dans le Partenariat mondial pour l'éducation et l'Alliance GAVI, qui se consacre à la fourniture de vaccins.

Des groupes de la société civile se joignent à l'UNICEF pour plaider en faveur des enfants, effectuer des recherches, fournir des services et surveiller le respect des droits et du bien-être des enfants. Certains groupes travaillent avec l'UNICEF à l'échelle internationale, comme Save the Children et World Vision. Les partenaires nationaux incluent la Coalition namibienne des organisations de la société civile pour l'éducation (NECCSO), qui aide les communautés locales à participer à la gouvernance des écoles. Au Salvador, des alliances avec le gouvernement ainsi qu'avec des partenaires de la société civile ont abouti à la création d'une certification de qualité accordée aux villes et communes qui prouvent qu'elles progressent en matière de respect des droits de l'enfant.

L'UNICEF communique également avec des dirigeants religieux, des personnalités sportives et des parlementaires. En 2011, des mollahs afghans ont profité des prières du vendredi pour dénoncer la violence à l'égard des enfants. Lors de la Coupe du monde 2011 de cricket, l'UNICEF, le Conseil international de cricket et l'ONUSIDA ont appelé à mettre fin à la stigmatisation autour du VIH et du SIDA. En convoquant des parlementaires issus de dix pays d'Europe centrale et orientale et de la Communauté d'États indépendants, l'UNICEF et l'Union interparlementaire ont contribué à renforcer le rôle des parlementaires en tant que défenseurs des droits des enfants et obtenu qu'ils s'engagent publiquement dans des domaines tels que le développement de la petite enfance.

Malgré le ralentissement économique prolongé en 2011, les partenaires du secteur privé ont continué de témoigner leur engagement envers l'UNICEF en contribuant à hauteur de 166 millions de dollars. Les entreprises partenaires ont également collaboré à des innovations pour les enfants et des actions de plaidoyer en faveur de pratiques de fonctionnement socialement responsables. Avec le Pacte mondial des Nations Unies, une initiative qui rassemble beaucoup de grandes entreprises, ainsi que Save the Children, l'UNICEF a contribué à l'élaboration des Droits de l'enfant et principes régissant les entreprises.

En Thaïlande, l'UNICEF et le promoteur immobilier Sansiri PLC ont conjointement appuyé une nouvelle législation nationale pour l'iodation universelle du sel. P&G Prestige a soutenu la campagne de levée de fonds Today, To Help, Together (Aujourd'hui, pour aider, ensemble) en faveur de l'initiative Schools for Africa (Des écoles pour l'Afrique). Parmi les autres grands partenaires privés, on peut citer l'Association internationale du zinc, le Futbol Club Barcelona, Gucci, H&M, Hvratski Telekom, Ikea, ING, Jefferies & Company, Kiwanis, le MAC AIDS Fund, Melià Hotels International, Pampers et sa maison mère Procter & Gamble, Pier 1 Imports, Starwood Hotels & Resorts, Unilever, United Parcel Service, Inc (UPS), Walt Disney Company et le programme Change for Good mis en œuvre par plusieurs compagnies aériennes.

Le réseau des 36 comités nationaux de l'UNICEF continue de lever des fonds et de sensibiliser aux problèmes des enfants dans le monde. En 2011, 30 comités nationaux ont récolté 133 millions de dollars pour répondre à la situation d'urgence dans la Corne de l'Afrique, en mettant rapidement en place des mécanismes de collecte de fonds tels que les



Du personnel d'Action contre la faim prépare des trousseaux d'hygiène de l'UNICEF avant de les distribuer, en Côte d'Ivoire.

courriers directs, les appels sur Internet, le télémarketing et les SMS. Les comités nationaux sont parvenus à rassembler 402 000 donateurs réguliers supplémentaires pour mobiliser des fonds destinés aux ressources ordinaires et non affectées de l'UNICEF. Le nombre total de donateurs réguliers a ainsi atteint plus de 2,8 millions.

Les comités nationaux soutiennent également les enfants dans leur propre pays. Après le plaidoyer réalisé par la Commission nationale australienne en faveur de nomination d'un commissaire national chargé des enfants, le gouvernement s'est engagé à créer ce poste dans son programme politique. Au Japon, le comité national a fourni des secours d'urgence aux enfants déplacés suite au séisme et au tsunami.

En 2011, l'acteur irlandais Liam Neeson et la championne de tennis Serena Williams ont rejoint la liste des 33 personnalités nommées ambassadeurs itinérants de l'UNICEF. L'UNICEF bénéficie également du soutien de 14 autres ambassadeurs régionaux et de 200 ambassadeurs nationaux. Afin d'attirer l'attention sur le travail de l'UNICEF dans la crise de la Corne de l'Afrique, Serena Williams, Yuna Kim, Ishmael Beah, Angélique Kidjo et Mia Farrow sont apparus dans des messages d'intérêt public. Mia Farrow et Youssou N'Dour se sont rendus dans un camp de réfugiés pour attirer l'attention sur la situation désespérée des femmes et des enfants qui y vivent.

En Colombie, Danny Glover a appelé l'industrie du tourisme à prendre des mesures contre l'exploitation sexuelle des enfants. David Beckham a mis en avant les soins apportés aux enfants ayant vécu dans la rue aux Philippines, tandis que Shakira Mebarak a rencontré des adolescentes en Inde pour discuter de l'autonomisation par le biais de l'éducation. Maxim Vengerov a participé au lancement de la campagne « Chaque enfant a besoin d'une famille » en Arménie, qui plaide pour que les enfants placés en institut soient renvoyés chez eux. Amitabh Bachchan a poursuivi son action entamée depuis 10 ans pour mettre fin à la polio en Inde, une victoire à présent à portée de main.

Ambassadeurs itinérants internationaux

- Lord Richard Attenborough** (Royaume-Uni)
- Amitabh Bachchan** (Inde)
- Ishmael Beah** (Sierra Leone), défenseur des enfants affectés par la guerre
- David Beckham** (Royaume-Uni)
- Harry Belafonte** (États-Unis)
- Orlando Bloom** (Royaume-Uni)
- Jackie Chan** (Hong Kong, Chine)
- Myung-Whun Chung** (République de Corée)
- Judy Collins** (États-Unis)
- Mia Farrow** (États-Unis)
- Danny Glover** (États-Unis)
- Whoopi Goldberg** (États-Unis)
- Maria Guleghina** (Ukraine)
- Angélique Kidjo** (Bénin)
- Yuna Kim** (République de Corée)
- Tetsuko Kuroyanagi** (Japon)
- Femi Kuti** (Nigéria)
- Leon Lai** (Hong Kong, Chine)
- Lang Lang** (Chine)
- Ricky Martin** (Porto Rico, États-Unis)
- Shakira Mebarak** (Colombie)
- Leo Messi** (Argentine)
- Sir Roger Moore** (Royaume-Uni)
- Nana Mouskouri** (Grèce)
- Youssou N'Dour** (Sénégal)
- Liam Neeson** (Irlande)
- Berliner Philharmoniker** (Allemagne)
- Her Majesty Queen Rania** (Jordanie), éminent défenseur des enfants
- Vanessa Redgrave** (Royaume-Uni)
- Sebastião Salgado** (Brésil)
- Susan Sarandon** (États-Unis)
- Maxim Vengerov** (Fédération de Russie)
- Serena Williams** (États-Unis)

Agir de manière efficace en faveur de l'équité

Les incertitudes économiques mondiales actuelles ont stimulé les efforts continus déployés par l'UNICEF pour gérer ses ressources au plus grand profit des enfants. Atteindre les enfants les plus marginalisés s'est révélé être un investissement rentable. Les stratégies destinées à favoriser la formation de marchés de produits vitaux ont permis de réaliser des économies qui devraient atteindre 735 millions de dollars dans les cinq années à venir.

Réaliser le plein potentiel de tels investissements implique de disposer d'une structure opérationnelle extrêmement efficace. En 2011, l'UNICEF a continué de renforcer ses systèmes internes de suivi des performances dans les situations humanitaires, en s'appuyant sur les enseignements tirés dans la Corne de l'Afrique, au Pakistan et en Afrique de l'Ouest et centrale.

Les stratégies destinées à façonner des marchés de produits de première nécessité ont permis de réaliser des économies qui devraient augmenter dans les cinq années à venir.

L'un des changements les plus importants a été le déploiement mondial de VISION, le système de gestion des ressources de l'organisation. En tant que plate-forme intégrée de planification, de suivi et de compte rendu de l'utilisation des ressources, VISION permettra de garantir que toutes les composantes de l'UNICEF agissent systématiquement en faveur des grandes priorités de l'organisation.

Grâce à VISION, l'UNICEF se conforme à présent, aux côtés d'autres institutions du système des Nations Unies, aux normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS) pour une responsabilité et une supervision accrues. VISION sera également un outil particulièrement important pour la gestion mondiale des fournitures de l'UNICEF, qu'il s'agisse de vaccins, d'aliments thérapeutiques ou de kits « École en boîte ».

Défendre des principes fondamentaux

En 2011, l'UNICEF a pris plusieurs mesures pour améliorer ses fonctions, conformément aux principes d'équité et à d'autres principes fondamentaux. Au siège, une nouvelle unité et un nouveau conseil consultatif dédiés aux enfants handicapés offrent à cette problématique auparavant négligée une place au sein de l'organisation. Des actions de plaidoyer concerté ont déjà convaincu le Comité des droits des personnes handicapées de désigner un membre chargé de se concentrer sur les enfants handicapés. L'UNICEF a également adopté sa propre politique interne pour les personnes handicapées, qui établit des normes organisationnelles pour les programmes et des pratiques administratives.

Un bureau de recherche récemment constitué à Florence (Italie) est chargé de la gestion globale des nombreux travaux et études de l'UNICEF. Son rôle consistera à promouvoir des démarches innovantes et la collecte de données sur les questions relatives aux enfants, à étayer les programmes et les actions de plaidoyer et à diffuser des recherches et des études afin d'enrichir le travail de l'UNICEF et de ses nombreux partenaires.



Des élèves suivent un cours dans la classe d'une nouvelle école provisoire, capable de résister aux ouragans et aux séismes, à Port-au-Prince, Haïti.

Des évaluations mondiales ont été réalisées sur le développement de la petite enfance, l'éducation, la protection des enfants et les programmes de nutrition.

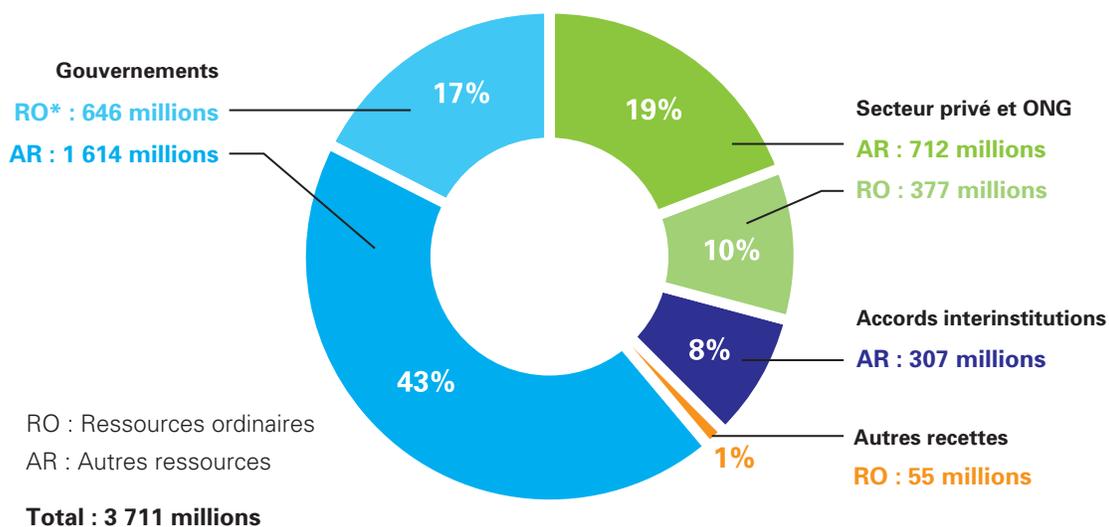
L'UNICEF a introduit une procédure interne d'activation d'urgence pour les urgences à grande échelle, sur la base des enseignements tirés en Haïti et au Pakistan, et l'a utilisée pour la première fois durant la crise dans la Corne de l'Afrique. Lorsqu'une situation d'urgence éclate ou qu'une crise existante s'aggrave soudainement et considérablement, cette procédure permet une mobilisation rapide des ressources mondiales de l'UNICEF dans le cadre d'une intervention humanitaire de grande ampleur.

La fonction ressources humaines a prouvé son efficacité en matière de déploiement de personnel pour les programmes d'urgence, puisqu'elle a notamment facilité l'envoi rapide de 618 personnes lors des crises en Côte d'Ivoire et dans la Corne de l'Afrique. Une procédure opérationnelle simplifiée pour le déploiement rapide de personnel dans les situations d'urgence de grande ampleur a été mise au point. La mise en place d'une équipe d'intervention immédiate composée de 33 personnes permet de déployer les meilleurs experts humanitaires en moins de 48 heures.

Compte tenu de l'engagement de l'UNICEF en faveur de l'équité, l'égalité des sexes demeure une préoccupation centrale dans ses programmes et ses ressources humaines. Depuis 2008, les femmes représentent 48 % de l'ensemble du personnel. En 2011, elles ont représenté 54 % de tous les recrutements au sein de la direction, contre 35 % en 2010. L'UNICEF a rejoint l'UNFPA, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour élaborer le premier cours en ligne interinstitutions sur l'égalité des sexes, aujourd'hui utilisé pour les formations au sein du système des Nations Unies.

Total des recettes de l'UNICEF par provenance et par type de financement en 2011

(en dollars des États-Unis)



* Les ressources ordinaires brutes provenant des gouvernements incluent les impôts sur le revenu payés par l'UNICEF au nom des ressortissants d'un gouvernement qui contribue aux ressources ordinaires de l'UNICEF. Ces impôts sont reportés dans la partie dépenses du tableau « Montant total des dépenses par ressource et type de dépenses en 2011 » (voir page 7).



Conformément à ses efforts continus pour améliorer ses rapports d'audit, l'UNICEF a récemment adopté les normes d'information financière recommandées par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), les mêmes normes strictes déjà adoptées par 188 États Membres, notamment par tous les membres du Conseil d'administration de l'UNICEF. L'UNICEF a également été en mesure d'accroître légèrement ses capacités d'investigation.

Des volontaires aident à charger sur un camion des cartons contenant des kits de traitement de l'eau, Philippines.

D'autres améliorations ont été apportées au système d'évaluation de l'UNICEF, qui permet de déterminer quels programmes fonctionnent le plus efficacement pour les enfants. Outre la réalisation de plus de 120 évaluations des programmes de pays, des évaluations mondiales ont été effectuées sur le développement de la petite enfance, l'éducation, la

protection des enfants et les programmes de nutrition. L'UNICEF a participé à des études d'évaluation conjointes des Nations Unies sur l'initiative de l'ONU en faveur de l'éducation des filles, le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires et les interventions humanitaires en Haïti et dans la Corne de l'Afrique.

Les ressources ordinaires sont particulièrement efficaces pour le financement des fonctions de base essentielles au mandat de l'UNICEF.

Un partenariat avec l'ONU Femmes et le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation a permis de mettre en place un nouveau centre de ressources électroniques sur les évaluations et l'équité, les droits humains et l'égalité des sexes. Il offre aux évaluateurs du monde entier un accès libre et pratique à des méthodes d'évaluation de pointe. L'UNICEF a également dirigé la préparation des nouvelles recommandations des Nations Unies sur l'extension des capacités d'évaluation nationales afin d'encourager le partage des connaissances dans les pays en développement et d'accompagner la professionnalisation des systèmes et personnels d'évaluation nationaux.

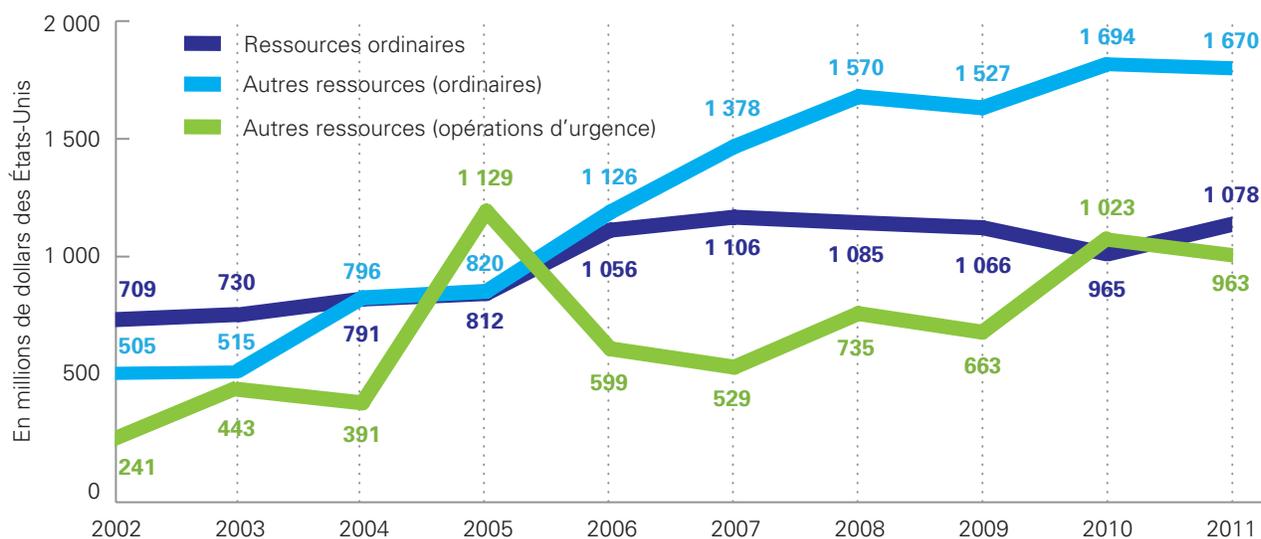
Rester engagé

L'UNICEF consacre ses ressources aux enfants les plus pauvres et les plus marginalisés car cela détermine souvent leurs chances d'être instruits, en bonne santé, correctement alimentés et protégés contre toutes formes de dangers. Deux grands flux de financement permettent à l'UNICEF d'effectuer ces investissements : les ressources non affectées ou ressources ordinaires et les autres ressources liées à des programmes spécifiques.

Caractérisées par un degré élevé de souplesse et de faibles coûts de transaction, les ressources ordinaires financent les fonctions de base essentielles au mandat de l'UNICEF et font avancer les objectifs principaux tels que l'équité pour les enfants. Elles préservent l'indépendance de l'organisation et inspirent confiance dans le travail de l'UNICEF en faveur des enfants.

Le travail de l'UNICEF dépend de la générosité des donateurs publics et privés, y compris 92 gouvernements en 2011. Les recettes totales ont augmenté de 1 % en 2011, pour passer

Contributions aux recettes de l'UNICEF pour 2002-2011



de 3 682 millions à 3 711 millions de dollars, malgré les difficultés économiques mondiales. Les ressources ordinaires se sont élevées à 1 078 millions de dollars, en hausse de 113 millions (12 %) par rapport à 2010.

Les recettes totales ont toutefois été moins importantes que les dépenses de programme prévues. Les contributions aux autres ressources ont diminué de 3 %, pour s'établir à 2 633 millions de dollars. Les ressources réparties dans six fonds thématiques, qui permettent une programmation souple dans les domaines thématiques généraux, ont chuté de 23 %, passant de 241 millions de dollars en 2010 à 187 millions en 2011 pour les cinq domaines du Plan stratégique à moyen terme. L'aide humanitaire thématique a reculé de 44 %.

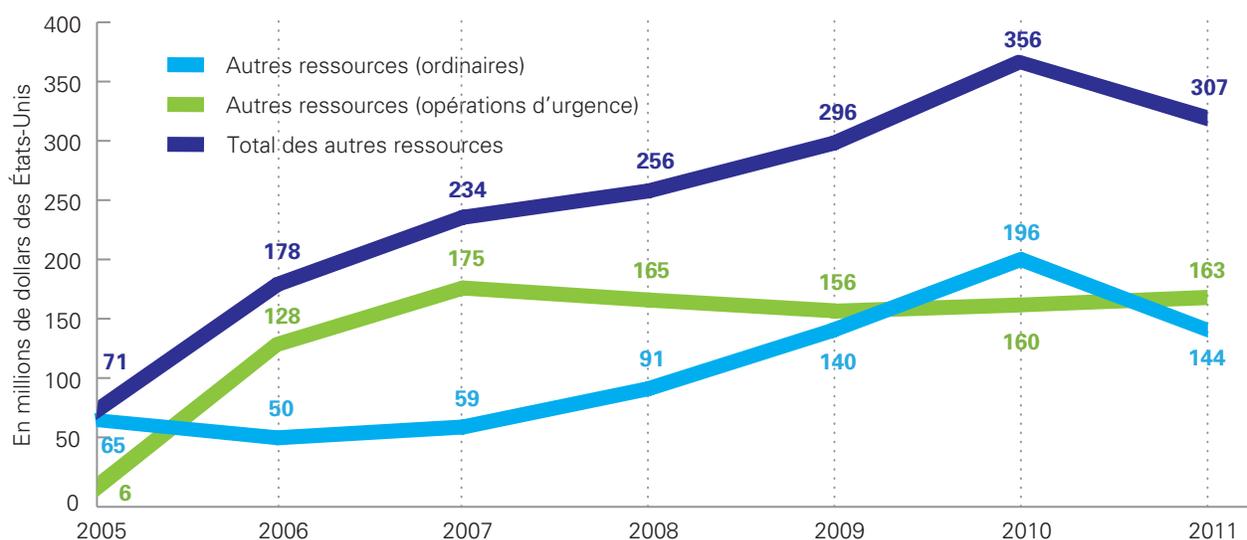
En ces temps d'austérité budgétaire, l'UNICEF est conscient des pressions qui pèsent sur les donateurs. L'organisation réduit ses coûts et accroît son efficacité d'une manière qui n'affecte pas son travail au niveau des pays.

Malgré ces difficultés, les objectifs guidant l'approche de l'UNICEF dans tous les aspects de son action ont été clairs durant toute l'année : agir en faveur des enfants et de leur avenir.

Contributions thématiques, 2009-2011 (en millions de dollars des États-Unis)

	2009	2010	2011
Survie et développement du jeune enfant	22,1	32,6	28,4
Éducation de base et égalité des sexes	128,5	132,3	127,9
Protection de l'enfant	51,2	53,1	18,8
Le VIH/SIDA et les enfants	14,8	10,3	7,3
Promotion des politiques et partenariats en faveur des droits des enfants	13,4	12,8	4,1
Aide humanitaire	64,9	332,4	186,7

Contributions issues des accords interinstitutions pour 2005-2011



Les 20 principaux donateurs gouvernementaux et intergouvernementaux en 2011 (en milliers de dollars des États-Unis)

	Ressources ordinaires	Autres ressources		Total
		ordinaires	opérations d'urgence	
États-Unis	132 250	114 947	98 235	345 432
Royaume-Uni	68 038	151 906	70 718	290 662
Norvège	75 555	133 532	16 639	225 725
Commission européenne	—	89 722	126 805	216 527
Japon	18 288	76 629	97 900	192 817
Suède	75 024	58 968	42 164	176 156
Pays-Bas	48 433	89 512	5 000	142 945
Australie	35 046	68 710	33 896	137 653
Canada	18 848	103 156	10 455	132 459
Danemark	28 577	12 281	16 130	56 989
Espagne	29 333	5 642	15 513	50 488
Belgique	26 556	4 289	16 783	47 629
Finlande	23 239	6 104	12 248	41 591
Suisse	21 231	4 674	2 862	28 767
Allemagne	6 480	19 062	1 481	27 023
Irlande	11 549	8 906	2 457	22 913
France	1 994	11 641	6 674	20 309
Italie	3 709	5 215	5 901	14 825
République de Corée	3 000	2 500	8 948	14 448
Émirats arabes unis	100	11 537	—	11 637

Les 20 principaux comités nationaux donateurs en 2011

(en milliers de dollars des États-Unis)

	Ressources ordinaires	Autres ressources		Total
		ordinaires	opérations d'urgence	
Japon	104 251	9 698	14 104	128 053
Allemagne	47 538	31 324	22 596	101 457
États-Unis	24 779	39 387	22 644	86 810
France	40 547	17 392	23 880	81 820
Pays-Bas	47 250	14 484	10 641	72 374
Suède	34 316	29 981	7 094	71 391
République de Corée	42 395	17 081	3 000	62 476
Italie	23 303	23 352	4 066	50 721
Espagne	29 468	9 521	8 242	47 230
Royaume-Uni	11 389	19 130	10 501	41 020
Belgique	10 281	4 439	16 537	31 258
Suisse	6 015	10 978	4 546	21 539
Finlande	13 001	4 413	2 370	19 785
Danemark	6 271	5 050	5 086	16 407
Norvège	7 170	6 086	2 454	15 711
Canada	6 454	2 913	6 177	15 543
Australie	6 139	3 477	4 133	13 749
Hong Kong, Chine	4 943	5 290	2 015	12 248
Irlande	1 188	389	7 333	8 909
Portugal	2 442	2 620	896	5 959

Contributions des alliances avec des entreprises et des fondations supérieures ou égales à 100 000 dollars en 2011

ALLIANCES MONDIALES

Futbol Club Barcelona
Gucci
H&M, Hennes & Mauritz AB
IKEA Foundation
ING
International Zinc Association
MAC AIDS Fund
Procter & Gamble (Boss Orange, Pampers, Wella)
Unilever
Check Out for Children® (Starwood Hotels & Resorts: Europe, Afrique, Moyen-Orient, Asie Pacifique et Chine continentale)
Change for Good® (Aer Lingus (Irlande), Alitalia (Italie), All Nippon Airways (Japon), American Airlines (États-Unis), Asiana (République de Corée), Cathay Pacific (Hong Kong, Chine), Finnair (Finlande), Japan Airlines (Japon), LAN (Chili), Qantas (Australie))

DONATEURS DU MONDE DES AFFAIRES

Comités nationaux/Bureaux de pays

Allemagne

BASF SE
Commerzbank AG
Deutsche Bank AG
Stiftung United Internet für UNICEF
Payback GmbH (customer donations)
Siemens AG (employee donations)
Tieto

Angola

Chevron
Total

Argentine

ACE Seguros S.A.
Farmacity
BANELCO
Banco Santander Río S.A.
Carrefour
OCA

Australie

3P Learning

Belgique

buy aid
EskoArtwork
Hallmark
Umicore

Brésil

Centrais Elétricas do Pará S. A. – Celpa

Companhia de Energia Elétrica do Estado do Tocantins – Celtins
Companhia Energética do Ceará – Coelce
Fundação Itaú Social
Itaú Unibanco
Petrobras
Rio Grande Energia – RGE
Zurich Brasil Seguros

Bulgarie

Happy Bar & Grill

Canada

Maple Leaf Foods
Party Packagers
Teck Resources Limited

Chine

Audi (Chine) Enterprise Management Co., Ltd.
COSCO Charity Foundation
Fenghuang Online (Pékin)
Information Technology Company, Limited
Hewlett Packard Global Social Innovations
Porsche (Chine) Motors Ltd.

Colombie

BBVA

Croatie

Hrvatski Telekom d.d.

Danemark

Brøndby IF

Équateur

Diners Club

Espagne

Air Europa
Arbora & Ausonia
Bancaja Banesto
Caja Madrid
France Telecom – Orange
Grefusa
Grupo Santander
Iberostar
Jané
La Caixa
Meliá Hotels International
MRW

États-Unis (US Fund for UNICEF)

American Express
Apple Corps Ltd.
AVX Corporation
Crocs, Inc.
Dell
ExxonMobil Corporation
FEED Projects LLC
GE Foundation
Google, Inc.

Jefferies & Company, Inc.
Johnson & Johnson
L'Oréal USA – Giorgio Armani Fragrances
Major League Baseball and Major League Baseball Players Association
Merck & Co., Inc. Microsoft Corp. Pfizer Inc.
Pier 1 Imports, Inc.
The J.P. Morgan Chase Foundation
The Prudential Foundation
The UPS Foundation
The Walt Disney Company
Turner Broadcasting System, Inc.
Western Union Foundation

Fédération de Russie

Amway Russia

Finlande

Eva Ahlström Foundation
Nokia

France

Caisses D'Épargne
Century 21
Clairefontaine Groupama
Rythm
Sanofi-aventis
Téfal
Temps L
Verbaudet
Volvic

Hong Kong, Chine

Bank of Communications
The Hongkong and Shanghai Banking Corporation Limited

Inde

Aspial Ocean Limited
Exide Industries Limited
Rio Tinto

Israël

Amdocs

Italie

Agos Ducato
BuyVIP
Euronics
Ferrarelle
Foxy
Inter Campus
Monte dei Paschi di Siena
Original Marines

Japon

AEON
AEON MALL Co.,Ltd
AMUSE Inc.
Best Denki Co.,Ltd.
B-R 31 ICE CREAM CO., LTD.

Chiba Co-Operative Society
Circle K
Sunkus Co., Ltd.
Consumers' Co-Operative Kobe
Consumers' Co-Operative Sapporo
CO-OPNET Business Association
Consumers' Co-operatives Tokyo
CROSS COMPANY Co., Ltd.
Fuji Television Network, Inc.
Honda Motor Co., Ltd.
Itoham Foods Inc.
Japanese Consumers' Cooperative Union
Kanagawa Consumers' Co-Operative Society
KYOKUTO ASSOCIATES Co., Ltd.
Mitsubishi Belting Ltd.
Miyagi Consumers' Co-Operative Society
MPS17
Nichi-Iko Pharmaceutical Co., Ltd.
NIPPONKOA Insurance Company, Limited
Noble Japan K.K.
Oji Nepia Co., Ltd.
Plenus Co., Ltd. SAITAMA CO-OP, Consumers' Co-operatives
SARAYA Co., Ltd.
Sharp Corporation
Sony Corporation
SOUDAI CO., LTD.
START TODAY CO., LTD.
Sugarlady Inc.
Sumitomo Mitsui Asset Management Company, Limited
Sumitomo Mitsui Card Co., Ltd.
The Bank of Tokyo-Mitsubishi UFJ, Ltd.
Thomas & Agnes Inc.
UC Card Co., Ltd.
Volvic
WABCO Holdings Inc.
Words & Music
YAOKO Co., Ltd.
Luxembourg
Cactus S.A.
Mexique
Controladora Comercial Mexicana
Grupo Financiero Santander
Laboratorios Liomont
Random House Mondadori

Contributions des alliances avec des entreprises et des fondations supérieures ou égales à 100 000 dollars en 2011 *(suite)*

Norvège

Cubus
Kiwi
Norwegian
Rica Hotels AS
Rieber & Søn
Telenor Group

Pays-Bas

Djoser BV
Nederlandse Postcode Loterij
Wavin Group

Pérou

LAN Perú
Profuturo AFP

Philippines

Procter & Gamble Distributing (Philippines) Inc.
SM Prime Holdings Inc.

Pologne

ITAKA Sp. z o.o. Mennica Polska S.A.
S.C. Johnson Polska Sp. z o.o.

Portugal

Allianz Portugal

République de Corée

Able C&C Co., Ltd.
Johnson & Johnson
KB Kookmin Card
Kookmin Bank
Nonghyup (Fédération nationale des coopératives agricoles)
SBS Foundation
SPC Group (Happy Point)

Roumanie

GDF SUEZ
UniCredit Triac Bank

Royaume-Uni (comité pour l'UNICEF)

Barclays Bank
CBRE
Clarks
DLA Piper
Everything Everywhere
Freshfields Bruckhaus Deringer
FTSE
Kantar
Manchester United Football Club
Marks & Spencer
Rangers Football Club
The Co-operative Pharmacy
Twinings
ViV Healthcare
Visa Europe

Suède

Gina Tricot AB
M Magasin
Svenska PostkodLotteriet

Suisse

COFRA Foundation
Kiwani Switzerland
MSC Croisieres
Roche Employee Action & Charity Trust

Territoire palestinien occupé

Bank of Palestine

Thaïlande

Dell
Sansiri PLC.
Turquie
Polimeks Ve-Ge A.S.

Zimbabwe

Econet

Financement des ressources ordinaires des programmes de pays

Les programmes de coopération de l'UNICEF avec les pays sont approuvés par le Conseil d'administration pour des périodes pluriannuelles et sont financés par les ressources ordinaires à hauteur des montants indiqués ci-dessous. L'UNICEF élargit ces programmes notamment pendant les crises humanitaires en utilisant des fonds assortis de restrictions appelés « autres ressources ». (Tous les montants sont exprimés en dollars des États-Unis.)

Afghanistan 2010–2013	157 668 000	Chine** 2011–2015	50 615 000
Afrique du Sud*** 2007–2011	5 923 452	Colombie 2008–2012	4 450 000
Albanie*** 2006–2011	4 125 000	Comores* 2008–2012	3 743 000
Algérie 2007–2011	5 410 000	Congo 2009–2013	5 634 000
Angola 2009–2013	34 500 500	Costa Rica* 2008–2012	3 600 000
Argentine 2010–2014	3 750 000	Côte d'Ivoire* 2009–2013	33 212 000
Arménie 2010–2015	4 500 000	Cuba* 2008–2012	3 600 000
Azerbaïdjan** 2011–2015	4 585 000	Djibouti 2008–2012	3 950 000
Bangladesh*** 2006–2011	93 635 718	Égypte*** 2007–2012	17 731 000
Bélarus* 2011–2015	3 750 000	El Salvador* 2007–2011	3 606 191
Belize*** 2007–2012	3 390 545	Équateur 2010–2014	3 750 000
Bénin 2009–2013	23 107 500	Érythrée* 2007–2011	11 778 000
Bhoutan**** 2008–2013	4 830 000	Éthiopie* 2007–2011	159 148 778
Bolivie (État plurinational de)* 2008–2012	6 637 000	Ex-République yougoslave de Macédoine 2010–2015	4 500 000
Bosnie-Herzégovine 2010–2014	3 750 000	Fédération de Russie*** 2006–2011	5 190 879
Botswana 2010–2014	3 750 000	Gabon* 2007–2011	3 480 000
Brésil 2007–2011	4 620 000	Gambie* 2007–2011	5 316 140
Bulgarie 2010–2012	2 250 000	Géorgie** 2011–2015	3 750 000
Burkina Faso** 2011–2015	75 745 000	Ghana*** 2006–2011	33 926 906
Burundi 2010–2014	49 325 000	Guatemala 2010–2014	4 230 000
Cambodge** 2011–2015	32 530 000	Guinée équatoriale 2008–2012	3 680 000
Cameroun* 2008–2012	30 264 000	Guinée*** 2007–2012	26 097 000
Cap-Vert*** 2006–2011	4 050 000	Guinée-Bissau* 2008–2012	10 464 000
Chili**** 2005–2011	3 449 408	Guyana*** 2006–2011	4 095 000

Haïti*** 2009–2012	9 072 000	Paraguay* 2007–2011	4 455 000
Honduras 2007–2011	4 495 000	Pérou*** 2006–2011	4 953 473
Îles des Caraïbes orientales¹ 2008–2011	12 800 000	Philippines**** 2005–2011	34 750 920
Îles du Pacifique² 2008–2012	27 500 000	République arabe syrienne* 2007–2011	4 862 881
Inde* 2008–2012	206 092 000	République centrafricaine* 2007–2011	15 439 893
Indonésie** 2011–2015	27 700 000	République de Moldova*** 2007–2012	4 639 275
Iran (République islamique d')**** 2005–2011	10 910 014	République démocratique du Congo* 2008–2012	273 587 687
Iraq** 2011–2014	7 936 000	République démocratique populaire lao* 2007–2011	9 825 000
Jamaïque* 2007–2011	3 484 000	République dominicaine 2007–2011	3 573 624
Jordanie* 2008–2012	3 634 000	République populaire démocratique de Corée** 2011–2015	9 305 000
Kazakhstan 2010–2015	5 322 000	République-Unie de Tanzanie*** 2011–2015	74 692 000
Kenya* 2009–2013	44 683 000	Roumanie 2010–2012	2 250 000
Kirghizistan*** 2005–2011	6 482 000	Rwanda* 2008–2012	45 675 000
Lesotho 2008–2012	5 170 000	Sao Tomé-et-Principe* 2007–2011	3 569 875
Liban 2010–2014	3 750 000	Sénégal* 2007–2011	21 171 000
Libéria* 2008–2012	24 815 000	Serbie⁴** 2011–2015	3 750 000
Madagascar*** 2008–2012	46 314 000	Sierra Leone**** 2008–2012	42 322 000
Malaisie** 2011–2015	3 750 000	Somalie** 2011–2015	42 325 000
Malawi* 2008–2011	37 349 000	Soudan du Sud 2009–2012	14 443 791
Maldives** 2011–2015	3 750 000	Soudan* 2009–2012	28 585 827
Mali* 2008–2012	63 552 000	Sri Lanka 2008–2012	4 000 000
Maroc 2007–2011	6 700 000	Swaziland** 2011–2015	3 755 000
Mauritanie*** 2009–2011	5 051 200	Tadjikistan 2010–2015	12 012 000
Mexique* 2008–2012	3 600 000	Tchad*** 2006–2011	43 658 202
Mongolie 2007–2011	4 535 000	Territoire palestinien occupé^{2***} 2011–2013	12 000 000
Monténégro 2010–2011	1 500 000	Thaïlande 2007–2011	5 000 000
Mozambique**** 2007–2011	72 608 000	Timor-Leste 2009–2013	5 063 000
Myanmar** 2011–2015	83 585 000	Togo* 2008–2012	16 914 000
Namibie**** 2006–2012	4 835 000	Tunisie*** 2007–2012	3 514 000
Népal**** 2008–2012	33 878 000	Turkménistan 2010–2015	5 058 000
Nicaragua 2008–2012	4 160 000	Turquie** 2011–2015	4 180 000
Niger 2009–2013	84 672 000	Ukraine* 2006–2011	5 426 000
Nigéria* 2009–2012	199 545 393	Uruguay** 2011–2015	3 750 000
Ouganda 2010–2014	106 440 000	Venezuela (République bolivarienne du) 2009–2013	3 000 000
Ouzbékistan 2010–2015	19 734 000	Viet Nam*** 2006–2011	22 815 428
Pakistan**** 2009–2012	65 329 000	Yémen* 2007–2011	31 188 000
Panama* 2007–2011	2 750 000	Zambie** 2011–2015	42 795 000
Papouasie-Nouvelle-Guinée 2008–2012	7 150 000	Zimbabwe* 2007–2011	14 907 257

L'UNICEF a coopéré avec 150 pays, régions et territoires en 2011 : 44 en Afrique subsaharienne (ESARO et WCARO); 35 en Amérique latine et dans les Caraïbes (TACRO); 35 en Asie (EAPRO et ROSA); 16 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENARO); et 20 en Europe centrale et orientale et dans la Communauté d'États indépendants (ECO/CEI) et les États baltes.

* Y compris les ressources ordinaires additionnelles allouées depuis que le Conseil d'administration a approuvé les fonds.

** Nouveau Programme de pays débutant en janvier 2011 et approuvé par le Conseil d'administration en 2010.

*** Prolongation d'un an du Programme de pays.

**** Prolongation de deux ans du Programme de pays.

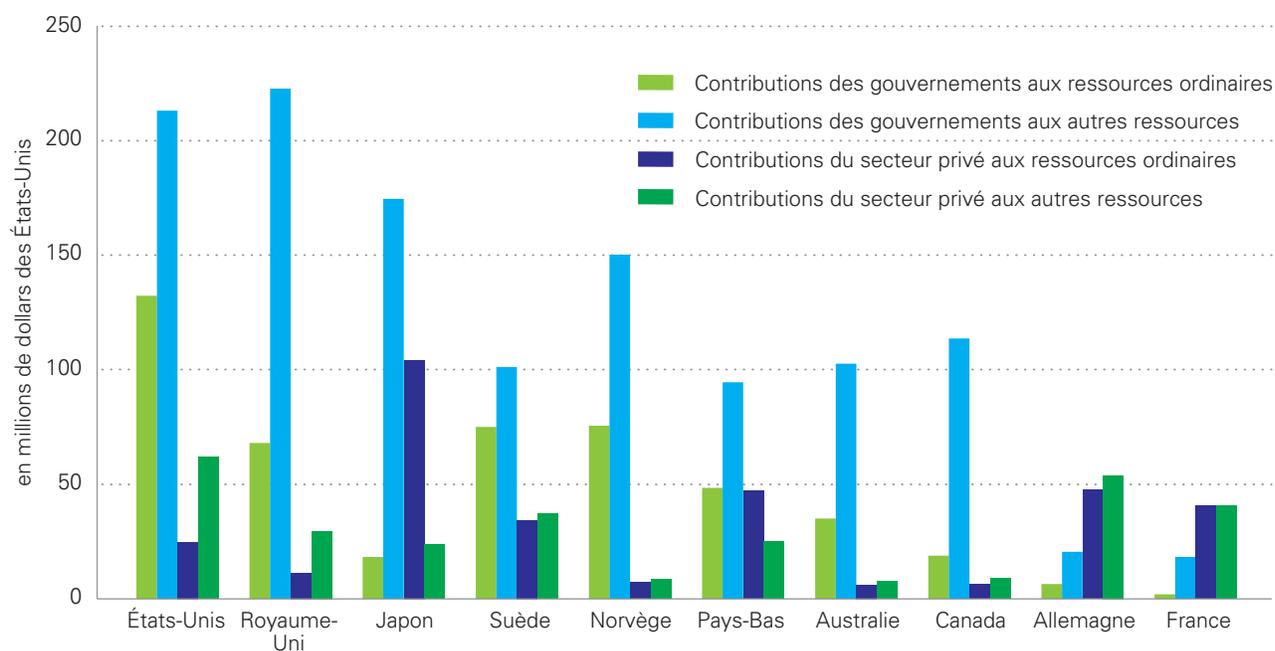
¹ Y compris : Antigua-et-Barbuda, Barbade, Dominique, Grenade, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges britanniques, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname et Trinité-et-Tobago.

² L'UNICEF fournit une assistance aux enfants et femmes palestiniens pendant la période 2011–2013 dans le Territoire palestinien occupé (6 300 000 dollars), au Liban (2 700 000 dollars), en Jordanie (1 500 000 dollars) et en République arabe syrienne (1 500 000 dollars).

³ Y compris : États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Samoa, Tokélaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

⁴ La Serbie comprend le Kosovo, actuellement sous administration des Nations Unies.

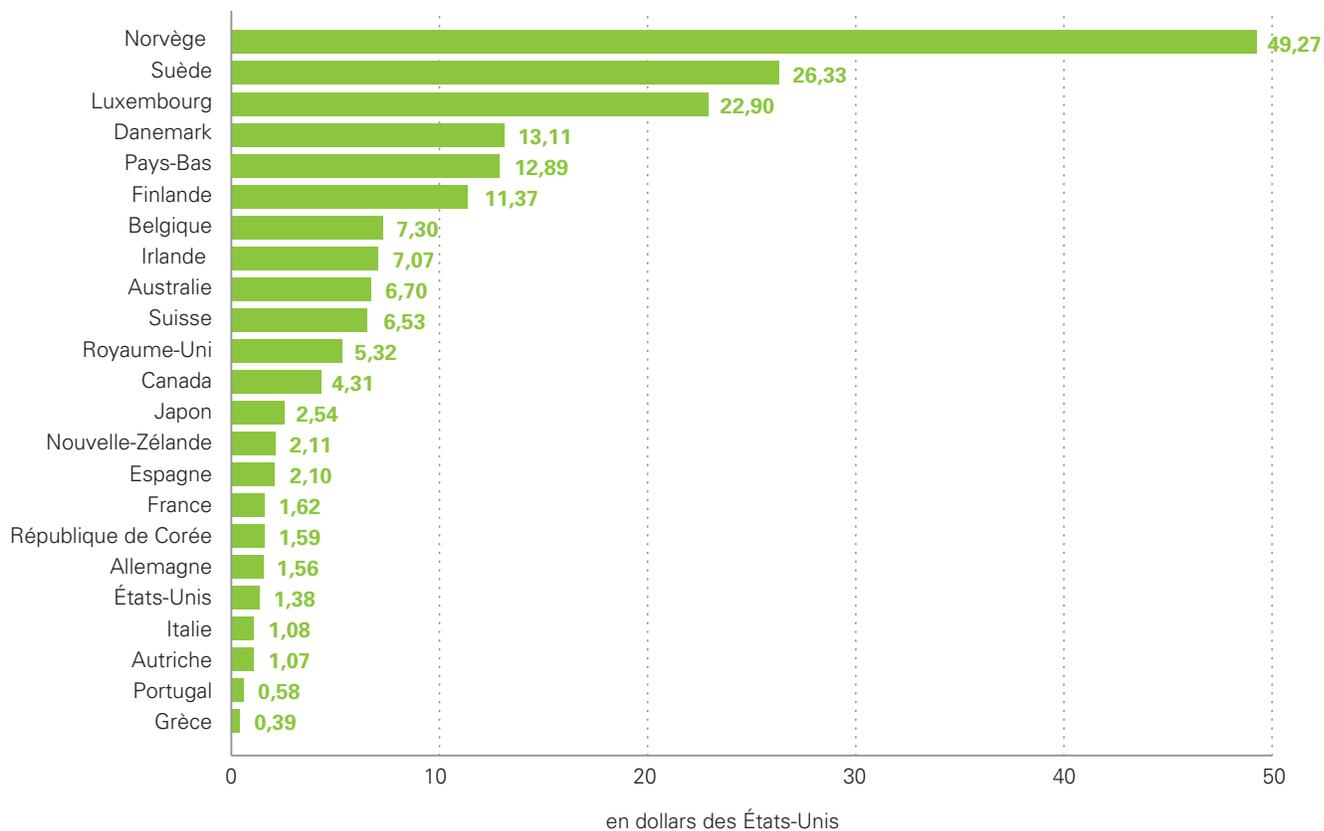
Les 10 principaux pays par donateur et type de financement en 2011*



* Inclut les contributions des gouvernements et des comités nationaux pour l'UNICEF; n'inclut ni les contributions des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ni celles versées au titre d'accords interinstitutions et de fonds communs.

Contributions à l'UNICEF par habitant en 2011*

Pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)



*Inclut les contributions des gouvernements et des comités nationaux pour l'UNICEF.

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2011 (en dollars des États-Unis)

Donateur	RESSOURCES ORDINAIRES					AUTRES RESSOURCES ¹				Total
	Secteur public		Secteur privé			Secteur public		Secteur privé		
	Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux ²	Autres contributions ³	Coûts des marchandises livrées et autres dépenses ⁴	Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux ²	Autres contributions ³	
Afghanistan	1 000					468 000				469 000
Afrique du Sud									1 341 945	1 341 945
Allemagne	6 480 044		47 537 597			20 543 437		53 919 482		128 480 559
Andorre	28 128		284 895			302 834		434 804		1 050 662
Angola									200 000	200 000
Arabie saoudite	1 000 000					7 160 487			1 251 887	9 412 374
Argentine	25 000			1 184 349					13 384 984	14 594 333
Arménie	6 000								24 962	30 962
Australie	35 046 275		6 139 034			102 606 365		7 609 749		151 401 423
Autriche	1 991 764		3 533 243			1 485 030		1 997 244		9 007 280
Bangladesh	34 500									34 500
Barbade	4 000									4 000
Belgique	26 556 259		10 281 499			21 072 680		20 976 351		78 886 788
Belize						112 500			17	112 517
Bhoutan	15 435									15 435
Bolivie (État plurinational de)						270 023			101 004	371 027
Bosnie-Herzégovine									55 331	55 331
Brésil						3 186 400			9 924 739	13 111 139
Bulgarie									840 176	840 176
Burkina Faso	6 240									6 240
Burundi	808									808
Cameroun									95 879	95 879
Canada	18 848 160		6 453 795			113 611 020		9 089 616		148 002 591
Chili	91 000					317 701			1 368 343	1 777 044
Chine	1 316 457								5 059 833	6 376 290
Chypre	24 624			204 796						229 420
Colombie				8 907		50 000			3 916 330	3 975 237
Costa Rica	16 425								13 846	30 270
Croatie				550 190					1 824 904	2 375 094
Cuba	10 000									10 000
Danemark	28 577 350		6 271 281			28 411 310		10 135 948		73 395 888
Djibouti	4 000									4 000
Égypte									3 922	3 922
Émirats arabes unis	100 000					11 536 738			1 785 474	13 422 211
Équateur									1 230 316	1 230 316
Espagne	29 333 260		29 467 739			21 154 573		17 762 045		97 717 617
Estonie	48 821		34 614			465 960				549 394
États-Unis	132 250 000		24 779 497			213 181 630		62 030 397		432 241 524
Fédération de Russie	1 000 000					2 000 000			3 085 557	6 085 557
Finlande	23 239 425		13 001 468			18 351 504		6 783 137		61 375 535
France	1 994 350		40 547 451			18 314 783		41 272 348		102 128 932
Gabon						108 500				108 500
Géorgie	3 500					50 000				53 500
Grèce			3 312 588					1 166 763		4 479 352
Guinée-Bissau						6 743 682				6 743 682
Guyane	22 526								4 659	27 185
Haïti						13 999 485				13 999 485
Honduras	30 006									30 006
Hong Kong, Chine			4 942 986					7 305 351		12 248 337
Hongrie	132 843		8 864			55 296		261 148		458 151
Inde	841 320					1 050 511			4 428 436	6 320 266
Indonésie									5 522 464	5 522 464
Iran (République islamique d')	56 617			11 012					2 906	70 536

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2011 (en dollars des États-Unis) (suite)

Donateur	RESSOURCES ORDINAIRES					AUTRES RESSOURCES ¹				Total
	Secteur public		Secteur privé			Secteur public		Secteur privé		
	Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux ²	Autres contributions ³	Coûts des marchandises livrées et autres dépenses ⁴	Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux ²	Autres contributions ³	
Irlande	11 549 290		1 187 932			11 363 861		7 721 090		31 822 172
Islande	688 249		1 470 462			151 132		847 928		3 157 772
Israël	100 000							227 235		327 235
Italie	3 708 801		23 303 053			11 116 580		27 417 655		65 546 089
Jamaïque									50	50
Japon	18 288 364		104 250 926			174 528 606		23 801 777		320 869 673
Jordanie									4 873	4 873
Kazakhstan	20 000								85 560	105 560
Kenya				22 976					199 580	222 555
Koweït	200 000					250 000				450 000
Lesotho	2 000									2 000
Liechtenstein	54 230					180 072				234 302
Lituanie			8 379							8 379
Luxembourg	3 732 393		924 503			5 858 675		934 057		11 449 627
Madagascar						138 793				138 793
Malaisie	284 000			5 954 338		100 000		2 394 450		8 732 788
Maroc	84 309					224 644		42 465		351 418
Mexique	214 000							3 044 193		3 258 193
Monaco	10 685			8 935		154 930				174 550
Mongolie	11 403									11 403
Monténégro	5 000									5 000
Myanmar	393									393
Népal						56 030				56 030
Nicaragua	2 000									2 000
Nigéria						63 699			66 227	129 926
Norvège	75 555 000		7 170 449			150 170 154		8 540 726		241 436 329
Nouvelle-Zélande	4 580 160		1 704 545			1 459 966		1 535 182		9 279 852
Oman						250 000			12 029	262 029
Pakistan	35 700					1 461				37 161
Panama	26 750			19 179		300 000			35 078	381 007
Pays-Bas	48 433 000		47 249 800			94 512 016		25 124 675		215 319 490
Pérou									973 472	973 472
Philippines	52 058			199 303					3 223 339	3 474 700
Pologne			198 493					2 019 727		2 218 220
Portugal	300 000		2 441 975					3 516 645		6 258 620
Qatar	100 000									100 000
République de Corée	3 000 000		42 394 785			11 448 134		20 080 791		76 923 711
République de Moldova	2 000									2 000
République démocratique du Congo						5 384 913			2 500	5 387 413
République dominicaine				1 866					21 077	22 942
République tchèque	63 397		2 213 577			63 397		1 120 149		3 460 521
Roumanie	14 759								1 501 887	1 516 645
Royaume-Uni	68 038 164		11 389 153			222 623 815		29 630 921		331 682 053
Saint-Marin			8 362					9 653		18 016
Serbie				207 546					584 748	792 294
Singapour	50 000									50 000
Slovaquie	16 000		60 902					268 462		345 364
Slovénie	63 972		1 172 488					300 232		1 536 692
Sri Lanka	15 500									15 500
Suède	75 024 000		34 315 798			101 132 071		37 075 152		247 547 021
Suisse	21 231 400		6 015 383			7 535 838		15 523 578		50 306 199
Tadjikistan						10 917				10 917
Territoire palestinien occupé									101 665	101 665

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2011 (en dollars des États-Unis) (suite)

Donateur	RESSOURCES ORDINAIRES					AUTRES RESSOURCES ¹				Total
	Secteur public		Secteur privé			Secteur public		Secteur privé		
	Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux ²	Autres contributions ³	Coûts des marchandises livrées et autres dépenses ⁴	Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux ²	Autres contributions ³	
Thaïlande	247 928			907 068					11 806 327	12 961 323
Togo	2 000									2 000
Trinité-et-Tobago	15 000									15 000
Tunisie	26 316								253 427	279 743
Turquie	150 000		750 795					2 643 353		3 544 148
Ukraine									38 032	38 032
Uruguay				117 365					1 454 607	1 571 972
Venezuela (République bolivarienne du)				1 560 128					633 007	2 193 135
Viet Nam	41 109								662	41 771
Zambie	103 667									103 667
Zimbabwe									269 886	269 886
Divers ⁵				597 165						597 165
Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes ⁶	897 279		1 342 992	-854 904		-9 279 799		-1 812 968	-447 861	-10 155 260
Coût des marchandises livrées et autres dépenses ⁴										-120 799 860
Sous-total	646 176 409		486 171 303	10 700 218	-120 799 860	1 396 410 350		447 270 403	81 769 188	2 947 698 011
Organisations intergouvernementales										
Banque asiatique de développement						348 592				348 592
Commission européenne						216 526 789				216 526 789
Fonds de l'OPEP						872 009				872 009
Secrétariat de la communauté du Pacifique						139 013				139 013
Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes ⁶	213 509					-264 052				-50 543
Sous-total	213 509					217 622 351				217 835 860
Accords interinstitutions										
Banque mondiale							394 382			394 382
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA)							114 605 084			114 605 084
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)							1 591 129			1 591 129
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU Femmes)							40 700			40 700
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine							2 714 926			2 714 926
Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)							17 129 055			17 129 055
Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD)							47 633			47 633
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)							242 491			242 491
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA)							53 800			53 800
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)							75 900			75 900
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)							155 195			155 195
Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)							31 000			31 000

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2011 (en dollars des États-Unis) (suite)

Donateur	RESSOURCES ORDINAIRES					AUTRES RESSOURCES ¹				Total
	Secteur public		Secteur privé			Secteur public		Secteur privé		
	Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux ²	Autres contributions ³	Coûts des marchandises livrées et autres dépenses ⁴	Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux ²	Autres contributions ³	
Organisation mondiale de la Santé (OMS)						4 605 896				4 605 896
Organisation panaméricaine de la santé						988 769				988 769
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)						5 314 212				5 314 212
Programme commun des Nations Unies						16 555 262				16 555 262
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ)						100 000				100 000
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)						143 963 484				143 963 484
Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT)						90 000				90 000
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)						75 900				75 900
Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies						53 500				53 500
Service de la lutte antimines des Nations Unies (SLAM)						1 638 170				1 638 170
Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes ⁶		716				-3 189 723				-3 189 007
Sous-total		716				307 200 864				307 201 580
Organisations non gouvernementales										
AIM – Association Intercoopération Madagascar									320 000	320 000
Alliance GAVI									11 672 170	11 672 170
Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN)									1 340 364	1 340 364
Atlantic Philanthropies									260 000	260 000
Danish Red Cross									17 500	17 500
Fondation Alexander Bodini									20 000	20 000
Fondation Bill et Melinda Gates									83 096 016	83 096 016
Fondation pour les Nations Unies, Inc.									27 457 900	27 457 900
Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme (Le Fonds mondial)									27 872 545	27 872 545
Initiative pour les micronutriments									9 489 723	9 489 723
PACT, Inc.									1 623 341	1 623 341
Procter & Gamble									641 328	641 328
Rotary International									17 361 899	17 361 899
Tesuko Kuroyanagi, Japon				381 128					600 000	981 128
Université de Notre Dame									991 200	991 200
Vision du Monde									403 540	403 540
Divers ⁷				254 243						254 243
Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes ⁶				4 447					-290 235	-285 788
Sous-total				639 818					182 877 290	183 517 109
Autres recettes										54 833 934
RECETTES TOTALES	646 389 918	716	486 171 303	11 340 036	-120 799 860	1 614 032 701	307 200 864	447 270 403	264 646 479	3 711 086 493

Remarques :

- 1 Y compris les ressources « ordinaires » et les autres ressources « opérations d'urgence ».
- 2 Y compris les recettes provenant de la Division Collecte de fonds et partenariats privés.
- 3 Y compris les recettes provenant d'organisations non gouvernementales et des activités de collecte de fonds des bureaux de pays auprès du secteur privé.
- 4 Coût des marchandises livrées et autres dépenses de fonctionnement de la Division Collecte de fonds et partenariats privés, exception faite des commissions retenues par les partenaires commerciaux et des dépenses commerciales des bureaux de pays.
- 5 La catégorie « Divers » regroupe principalement des ressources du secteur privé dont l'origine n'a pas été identifiée.
- 6 Y compris les remboursements et ajustements aux recettes déclarées les années précédentes.
- 7 La catégorie « Divers » regroupe principalement des ressources provenant d'organisations non gouvernementales.

CRÉDITS PHOTOS

Avant-propos

© UNICEF/NYHQ2011-1809/Caffe

Chapitre 1

© UNICEF/NYHQ2011-1709/Pirozzi

Chapitre 2

© UNICEF/NYHQ2011-2461/Sokol

© UNICEF/NYHQ2011-1624/Pirozzi

© UNICEF/NYHQ2011-1461/Rudovsky

Chapitre 3

© UNICEF/NYHQ2011-0223/LeMoyne

© UNICEF/NYHQ2011-1413/Page

Chapitre 4

© UNICEF/NYHQ2011-0665/Asselin

© UNICEF/ZAMA2011-0241/Nesbitt

Chapitre 5

© UNICEF/NYHQ2011-2212/Dormino

© UNICEF/NYHQ2011-2136/Maitem

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNICEF

(L'année du Conseil d'administration s'étend du 1er janvier au 31 décembre.)

L'UNICEF est géré par un Conseil d'administration composé de 36 membres. Cet organe intergouvernemental établit les politiques, approuve les programmes et prend des décisions relatives aux plans administratifs et financiers et aux budgets. Les membres sont élus par le Conseil économique et social des Nations Unies et siègent pendant trois ans.

MEMBRES DU BUREAU POUR 2011

Président :

S.E. Mme Sanja Štiglic (Slovénie)

Vice-présidents :

S.E. M. Daffa-Alla Elhag Ali Osman (Soudan)

Mme Gillian Joseph (Antigua-et-Barbuda)

Mme Grata Werdaningtyas (Indonésie)

M. Peter van der Vliet (Pays-Bas)

PAYS MEMBRES DU BUREAU POUR 2011

Allemagne, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Cap-Vert, Chine, Colombie, Congo, Cuba, Danemark, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis, Fédération de Russie, France, Italie, Indonésie, Japon, Kazakhstan, Libéria, Malawi, Namibie, Nouvelle Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni, Slovénie, Somalie, Soudan, Suède, Tunisie, Uruguay

Publié par l'UNICEF
Division de la communication
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017 États-Unis

Site internet : www.unicef.org/french
Courriel : pubdoc@unicef.org

ISBN 978-92-806-4636-8



© Fonds des Nations Unies
pour l'enfance (UNICEF)
Juin 2012



Scannez ce code QR ou
consultez la page des
publications de l'UNICEF :
www.unicef.org/publications.